

La Corse en bref

Édition 2021

Insee Dossier

n° 17

Décembre 2021



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION,
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT



**ACADÉMIE
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



Coordination

Insee Corse
Résidence du Cardo
Rue des Magnolias
CS 70907
20700 Ajaccio cedex 9

Directrice de la publication

Véronique Daudin

Rédactrice en chef

Déborah Caruso

Rédactrice en chef adjointe

Claude Thomas

Rédacteurs

Obed Atse (ARS)
Stéphanie Ruault (CdC)
Georges Winterstein (Dreal)
Joseph Dornbusch (Dreal)
Martine Agostini (Dreets)
Aude Genovese (Dreets)
Valérie Torre (Dreets)
Antonin Bretel (Insee)
Thomas Dubuis (Insee)
Antoine Luciani (Insee)
Arnaud Luciani (Insee)
Marie-Pierre Nicolai (Insee)
Eliane Pedinielli (Insee)
Charles Raffin (Insee)
Isabelle Tourtin-Battini (Insee)
Jean-Christophe Olivi (Rectorat de Corse)
Santa Susini (Rectorat de Corse)
Philippe Pailler (SRISE)

Maquette

Jouve

Imprimeur

Olivesi (Ajaccio)

Contact presse

communication-corse@insee.fr
06 83 89 38 90
© Insee 2021
Retrouvez-nous sur www.insee.fr

Avant-propos

La publication annuelle de la Corse en Bref est le fruit d'une collaboration entre l'Insee, les services régionaux de l'État (notamment le SGAC, la DREETS, la DREAL et la DRAAF), le Rectorat de l'Académie de Corse et le CARIF OREF de Corse (Collectivité de Corse). Elle offre une connaissance actualisée de l'environnement socio-économique de la Corse.

Ce recueil d'informations simples et lisibles mobilise les données disponibles les plus récentes. Il s'adresse à tous ceux qui, soucieux de mieux connaître et appréhender les spécificités économiques et sociales de notre région souhaitent les comparer au contexte national. La lecture de ce recueil éclairera donc aussi bien les acteurs institutionnels, que privés ou issus de la société civile.

Le format du document et sa présentation changent cette année. Son contenu évolue pour proposer davantage de références (cf. "Pour en savoir plus") selon les sujets abordés. Le panorama offert couvre les thématiques fondamentales à l'échelle régionale. Celles relatives à la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, la fréquentation touristique et les transports demeurent au cœur de la publication. Les données qui portent sur le territoire, l'environnement, le logement ainsi que les informations concernant l'industrie, l'énergie, la construction, le commerce, les services, l'agriculture, la santé, l'enseignement et la formation professionnelle ont également été enrichies.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Pascal LELARGE
Préfet de Corse
Préfet de Corse-du-Sud

Isabel DE MOURA
Directrice régionale
de la Dreets de Corse

Véronique DAUDIN
Directrice régionale
de l'Insee de Corse

Sommaire

1. Territoire - Environnement	5
1.1 La Corse en Méditerranée	6
1.2 Nouvelle définition du rural	7
1.3 Espaces naturels	7
2. Population - Conditions de vie	8
2.1 Démographie	9
2.2 Logements	11
2.3 Éducation - Formation professionnelle	12
2.4 Santé	13
3. Emploi - Marché du travail - Revenus	14
3.1 Population active	15
3.2 Emploi	15
3.3 Chômage	16
3.4 La demande d'emploi	17
3.5 Revenus	18
3.6 Prestations sociales	18
4. Économie générale - Appareil productif	19
4.1 Produit intérieur brut	20
4.2 Démographie d'entreprises	20
4.3 Établissements	21
4.4 Entreprises artisanales	21
5. Secteurs d'activité	22
5.1 Agriculture	23
5.2 Énergie	24
5.3 Industrie	24
5.4 Services et Commerce	25
5.5 Construction et ventes de logements neufs	25
5.6 Transports	26
5.7 Tourisme	27
Définitions	29

1. Territoire-Environnement

Une « montagne dans la mer »

Située au cœur du golfe de Gènes, la Corse s'étend sur 8 680 km² et se caractérise par un relief montagneux et un littoral très découpé. Troisième île de méditerranée derrière la Sicile et la Sardaigne par sa superficie, elle est la moins densément peuplée (39 habitants au km²). En comparaison, les îles Baléares ont la plus forte densité, avec 234 habitants au km². La Corse se situe aussi parmi les départements français les moins denses (moyenne française de 105 habitants au km²).

En 2018, 338 554 personnes résident en Corse, soit un français sur deux cents, alors qu'un espagnol sur quarante vit aux Baléares et un italien sur douze en Sicile.

La moitié de la population dans le rural

La Corse est une région majoritairement rurale au regard du nombre de ses communes peu et très peu denses, mais celles-ci abritent la moitié de la population insulaire (47 %).

Les espaces ruraux sous l'influence d'un pôle regroupent 21 % de la population corse, soit 71 100 habitants. Les actifs et notamment les cadres et couples avec

enfants privilégient ces espaces qui offrent de meilleurs accès aux services.

Un habitant sur cinq réside dans les territoires ruraux autonomes peu denses. Les espaces très peu denses regroupent 5 % des habitants, principalement des seniors et des personnes seules. Par ailleurs, les villes d'Ajaccio et de Bastia regroupent à elles seules 36 % de la population.

En outre, la population insulaire est largement concentrée sur le littoral et en particulier dans les grandes villes et leur périphérie. Les dix communes les plus peuplées regroupent 178 580 habitants en 2018, soit 53 % de la population totale de l'île. Neuf sur dix d'entre elles sont sur le littoral et huit sur dix se situent en Haute-Corse.

Une faune et une flore riches largement couvertes par des dispositifs de protection

La Corse offre toute une gamme de milieux contrastés avec une faune riche et une flore rare et diversifiée. De nombreux dispositifs permettent la préservation de ce patrimoine naturel.

Le Parc naturel régional de Corse créé en 1972, recouvre les quatre dixièmes du territoire insulaire, soit 447 800 hectares

et associe 178 communes des deux départements. Le Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate, créé par décret le 15 juillet 2016, couvre 684 100 hectares. Il est ainsi le plus vaste de métropole.

La Corse possède en outre 7 réserves naturelles sur des sites présentant des valeurs biologiques remarquables : l'étang de Biguglia, Scandola (figurant également au patrimoine mondial de l'Unesco), les îles Cerbicale et Finocchiarola, les bouches de Bonifacio (dont les îles Lavezzi) et les Tre Padule de Suartone et le massif du Monte Ritundu. Elles s'étendent sur une superficie globale de 86 600 hectares. Elle compte également une réserve biologique domaniale et forestière de 30 hectares regroupant les forêts de Forca et Funtanaccia.

Le réseau Natura 2000 a été mis en place par une directive européenne de 1979 pour la protection des oiseaux appelée « directive oiseaux ». Il offre une protection pour 1 364 500 hectares afin de préserver la diversité biologique exceptionnelle de l'île.

L'acquisition d'espaces naturels constitue également un instrument efficace pour assurer leur conservation. C'est le rôle du Conservatoire du littoral qui possède aujourd'hui soixante-douze sites en Corse, représentant 20 900 hectares. ●

► Pour en savoir plus

- **Caruso D., Dubuis T.**, « Le rural en Corse : l'essentiel du territoire mais un habitant sur deux », *Insee Analyses* n° 33, avril 2021.
- **Collectif**, « Profil environnemental de la Corse », Observatoire du Développement Durable de Corse

1.1 La Corse en Méditerranée

► 1. La Corse, une île de Méditerranée



* Seules sont mentionnées les îles appartenant à un État européen.

► 2. Indicateurs démographiques des îles méditerranéennes et de leur pays en 2018

	Population	Part dans la population du pays	Évolution de la population entre 2013 et 2018	Superficie totale*	Densité de population**
	nombre	%	%	km ²	hab/km ²
France entière (+ dom)	67 101 930	100	2,0	632 834	106
Corse	338 554	0,5	5,7	8 680	39
Italie	60 421 760	100	0,3	301 336	201
Sicile	5 026 989	8,3	0,5	25 711	196
Sardaigne	1 648 176	2,7	0,5	24 090	68
Espagne	46 797 754	100	0,4	505 991	92
Baléares	1 166 923	2,5	5,1	4 992	234
Grèce	10 732 882	100	-2,1	131 957	81
Crète	633 506	5,9	0,5	8 336	76
Îles Ioniennes	204 562	1,9	-1,8	2 307	89
Nord Égée	211 137	2,0	5,8	3 836	55
Sud Égée	340 870	3,2	1,9	5 286	64

* Surface totale incluant les eaux intérieures comme les lacs ou les fleuves.

** Pour le calcul de la densité de la population, on utilise le concept de superficie terrestre (excluant la superficie des eaux intérieures) partout où il est disponible.

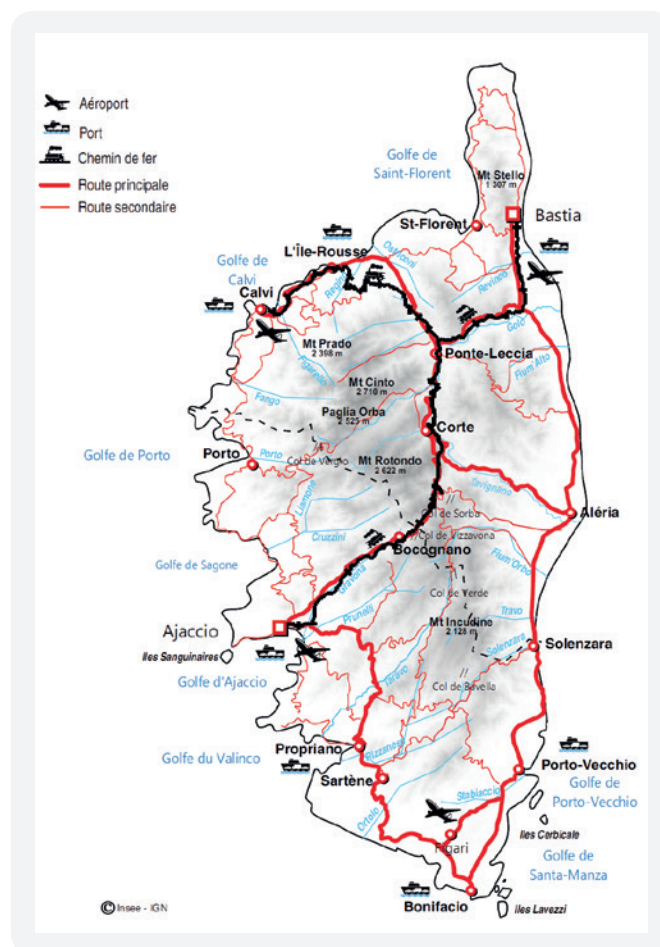
Source : Eurostat.

► 4. Les dix communes les plus peuplées de la région au 1^{er} janvier 2018

Par ordre décroissant de population	Population au 1 ^{er} janvier 2018	Part dans la population (en %)
Ajaccio	71 685	21,2
Bastia	48 746	14,4
Porto-Vecchio	11 934	3,5
Borgo	8 879	2,6
Biguglia	8 028	2,4
Corte	7 585	2,2
Lucciana	5 943	1,8
Furiani	5 754	1,7
Calvi	5 748	1,7
Ghisonnaccia	4 278	1,3

Source : Insee, Recensement de la population 2018 – Populations légales.

► 3. Principales voies de communication



1.2 Nouvelle définition du rural

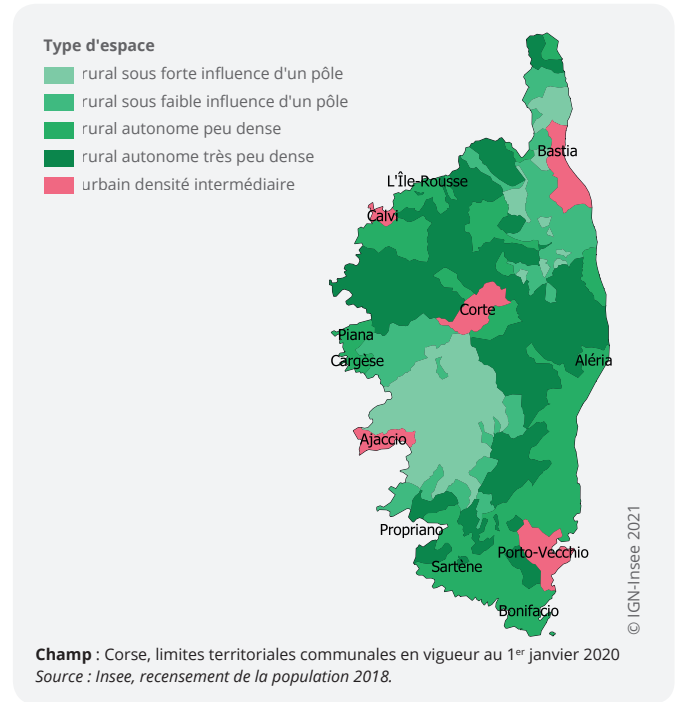
► 5. Répartition des communes et de la population selon les types d'espaces ruraux

	Communes		Population				
	Corse	France	Corse	France	Corse		
	Nombre	Répartition (%)	Répartition (%)	Répartition (%)	Répartition (%)	Taux de croissance 2008-2018 (%)	Temps d'accès aux équipements < 7 minutes (%)
Espace rural (total)	348	96,7	88,0	46,9	32,8	12,9	22,3
Hors influence d'un pôle	185	51,4	46,4	25,9	13,7	7,3	17,7
dont très peu dense	121	33,6	23,2	5,4	2,4	1,5	0,0
dont peu dense	64	17,8	23,2	20,5	11,3	13,0	22,3
Sous influence d'un pôle	163	45,3	41,6	21,0	19,1	9,3	28,0
dont sous faible influence	90	25,0	21,1	8,1	8,9	9,9	38,0
dont sous forte influence	73	20,3	20,5	12,9	10,2	20,3	21,6
Espace urbain	12	3,3	12,0	53,1	67,2	10,8	99,0
Ensemble	360	100	100	100	100	11,7	62,9

Champ : Corse et France entière, limites territoriales communales en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Source : Insee, recensements de la population 2008-2017-2018.

► 6. Les espaces ruraux



1.3 Espaces naturels

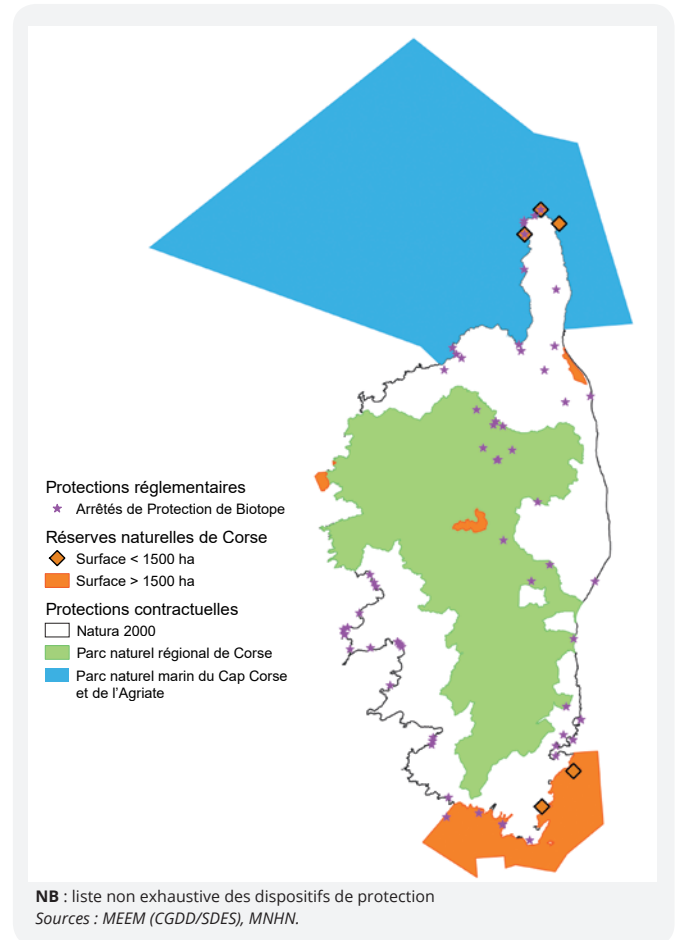
► 7. Principaux espaces naturels au 31 décembre 2020 (non exhaustif)

	Nombre	Superficie cartographique (ha)
Les inventaires		
Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique : (*)		329 600
de type I	234	143 800
de type II	46	208 200
Sites d'intérêt géologique	38	
Principales protections réglementaires :		
Réserves naturelles de Corse	7	86 600
Réserves biologiques domaniales et forestières	1	30
Espaces protégés par des arrêtés de biotope	42	2 100
Principales protections contractuelles :		
Réseau Natura 2000 : (*)		1 364 500
Sites d'intérêt communautaire (pSIC et SIC), Directive Habitats	70	1 027 200
Zones de protection spéciale (ZPS), Directive Oiseaux	22	1 342 200
Parc naturel régional de Corse	1	447 800
Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate	1	684 100
Principales conventions internationales		
Zones humides d'importance internationale (Ramsar)	5	3 100
Réserve de biosphère (MAB)	1	26 800
Site Unesco du golfe de Porto, Scandola	1	11 900
Sanctuaire Pelagos	1	8 750 000
Maîtrise foncière :		
Sites acquis par le Conservatoire du Littoral	72	20 900

(*) Les ZNIEFF et les espaces Natura 2000 sont chacun constitués de deux types de zones qui peuvent se superposer. La superficie indiquée est sans double compte.

Sources : MEEM (CGDD/SDES), MNHN.

► 8. Réserves et parcs naturels



2. Population - Conditions de vie

Au 1^{er} janvier 2018, la Corse compte 338 554 habitants. Avec 180 701 habitants, la Haute-Corse demeure plus peuplée que la Corse-du-Sud (157 853 habitants).

Une population plus âgée

Depuis 2012, la population insulaire augmente en moyenne de 1,1 % par an, soit trois fois plus rapidement qu'en moyenne métropolitaine. Cette évolution provient exclusivement du solde migratoire, le solde naturel étant négatif depuis 2013. L'indicateur conjoncturel de fécondité est en dessous de la moyenne nationale avec 1,4 enfant par femme contre 1,8. La croissance démographique est particulièrement forte dans les communes situées en périphérie des villes d'Ajaccio et de Bastia et sur le littoral. La Corse est une région âgée : en 2018, 23 % de la population a 65 ans ou plus et 11 % a plus de 75 ans, soit des proportions supérieures à la moyenne nationale. Au contraire, la part des moins de 26 ans est de 26 % (31 % en France métropolitaine.) En 2018, 149 965 ménages résident sur l'île. Fait notable, les familles monoparentales représentent 12 % des ménages contre 10 % en France. Les cadres sont quasiment deux fois moins représentés que sur le continent, en lien avec le tissu productif constitué de petites et moyennes entreprises qui favorise au contraire une présence importante d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

L'immigration est essentiellement d'origine européenne (un immigré sur deux), notamment portugaise. Le Maghreb est également bien représenté, en particulier le Maroc.

Un ménage sur deux propriétaire de son logement

Au 1^{er} janvier 2018, 252 644 logements sont recensés en Corse. L'île se caractérise par le poids important de résidences secondaires : elles représentent 37 % du parc contre 9 % au niveau national. Ce taux place les deux départements corses en tête du classement français, juste après les Hautes-Alpes (44 %).

En Corse, 55 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale. C'est moins qu'en France (58 %). Les locataires occupant un logement HLM sont aussi moins fréquents qu'en moyenne nationale en raison notamment de la faible offre de logement social. Au 1^{er} janvier 2020, le parc locatif social se compose de 14 886 logements.

136 communes dotées d'écoles

En 2020, la région comprend 254 écoles réparties sur 136 communes et 47 collèges et lycées implantés dans 22 communes. Ces établissements accueillent 47 444 élèves, collégiens et lycéens. Si les effectifs du premier degré poursuivent une légère diminution,

essentiellement due aux élèves des écoles élémentaires, ceux des lycées généralistes remontent sensiblement alors que ceux des lycées technologiques restent stables. Le nombre de collégiens varie peu depuis 2012.

En 2020-2021, 4 831 étudiants sont inscrits à l'université de Corse, dont 74 % en Licence. Les sciences humaines et sociales regroupent 36 % des étudiants. En 2021, 2 478 places sont disponibles dans le cadre du plan régional de formation professionnelle financé par la Collectivité de Corse. Le secteur du tourisme offre le plus grand nombre de places.

La région sous équipée pour l'accueil des personnes âgées

Concernant les établissements de santé, rapportés au nombre d'habitants, la Corse compte moins de lits d'hospitalisation pour les courts séjours que la France mais plus pour les soins de suite et de réadaptation. Parallèlement, l'offre d'accueil pour personnes âgées est deux fois plus faible qu'au niveau national. Alternative à l'hébergement, les services de soins à domicile sont développés mais moins qu'en métropole. Quant au personnel de santé, l'île comprend 129 généralistes pour 100 000 habitants (127 au niveau national) et 513 infirmiers libéraux pour 100 000 habitants, soit 2,6 fois plus qu'au niveau national.

► Pour en savoir plus

- **Caruso D., Tourtin-Battini I.**, « Les immigrés en Corse : toujours une immigration européenne de travail », *Insee Flash* n° 62, juillet 2021
- **Huyssen A., Malleville R.**, « Le déficit naturel continue de se creuser en Corse », *Insee Analyses* n° 32, mars 2021
- **Bretel A.**, « 338 550 habitants dans les 19 intercommunalités de Corse au 1^{er} janvier 2018 », *Insee Flash* n° 57, décembre 2020
- **Caruso D., Dubuis T.**, « Des jeunes plus diplômés mais moins insérés dans la vie professionnelle », *Insee Flash* n° 55, novembre 2020
- **Huyssen A., Squarcini J.-M.**, « Résidences secondaires : un logement sur trois en Corse, avec des profils variés selon les intercommunalités », *Insee Analyses* n° 29, octobre 2020
- **Luciani A.**, « Migrations résidentielles : un solde élevé composé majoritairement d'actifs », *Insee Analyses* n° 28, janvier 2020
- **Luquet B.**, « La Corse pourrait compter 21 000 seniors dépendants en 2030 », *Insee Analyses* n° 25, avril 2019

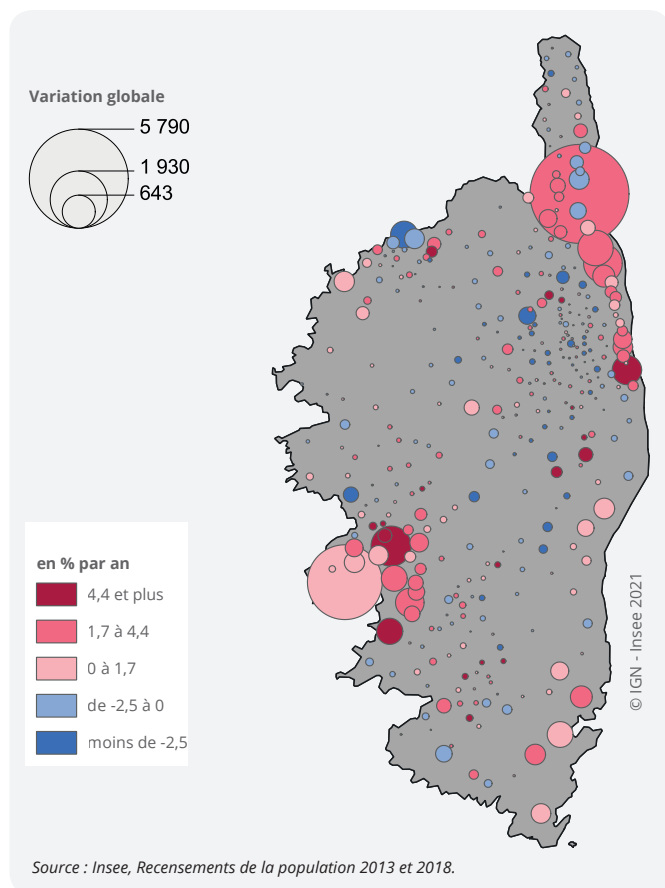
2.1 Démographie

► 9. Population – État civil

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Populations légales au 1 ^{er} janvier 2018	157 853	180 701	338 554	64 844 037
Naissances domiciliées en 2019	1 348	1 503	2 851	714 029
Décès domiciliés en 2019	1 514	1 702	3 216	599 408
Taux de natalité en 2019 (‰)	8,4	8,2	8,3	10,9
Indicateur conjoncturel de fécondité en 2019	1,5	1,4	1,4	1,8
Taux de mortalité en 2019 (‰)	9,4	9,3	9,3	9,2
Espérance de vie à la naissance des hommes en 2019 (ans)	80,6	81,2	80,9	79,8
Espérance de vie à la naissance des femmes en 2019 (ans)	85,5	86,0	85,8	85,6
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2021 (p)	162 753	186 516	349 269	65 235 843

Source : Insee, Estimations localisées de population-Fichier État civil- Recensement de la population 2018.

► 11. Évolution de la population insulaire entre 2013 et 2018

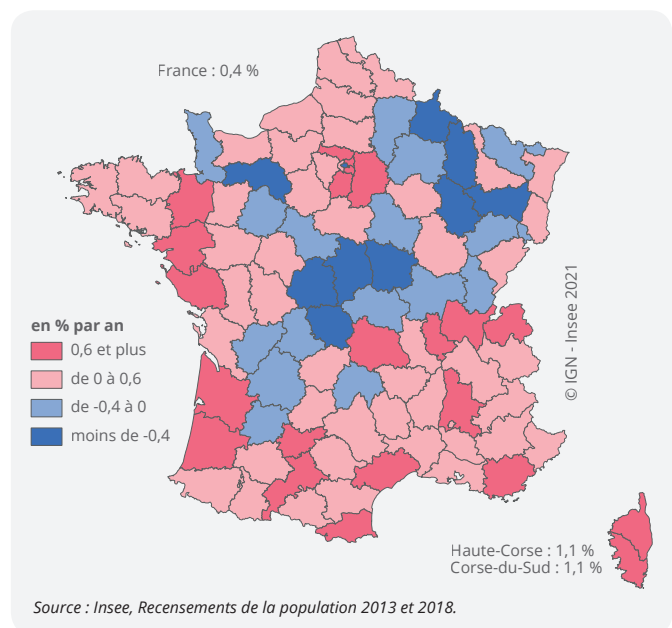


► 10. Évolution de la population de 2013 à 2018

	Population aux recensements		Variation totale de population 2013-2018	Taux de variation annuel moyen (en %)		
	2013	2018		total	dû au solde naturel	dû au solde migratoire
Corse-du-Sud	149 234	157 853	8 619	1,1	-0,1	1,2
Haute-Corse	170 974	180 701	9 727	1,1	0,0	1,1
Corse	320 208	338 554	18 346	1,1	-0,1	1,2
France	63 697 865	64 844 037	1 146 172	0,4	0,3	0,1

Source : Insee, Recensements de la population 2013 et 2018.

► 12. Évolution départementale de la population entre 2013 et 2018

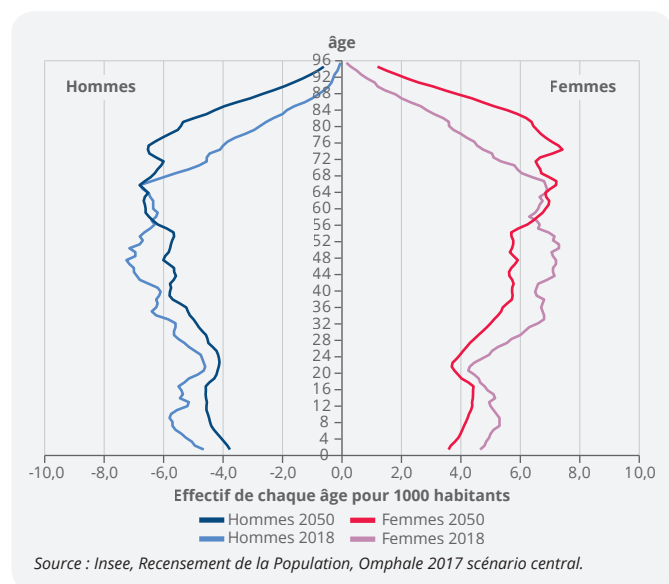


► 13. Répartition de la population par département selon l'âge au 1^{er} janvier 2018

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	Nombre	Nombre	Nombre	%	%
Moins de 12 ans	19 935	22 232	42 167	12,4	14,2
De 12 à 17 ans	9 762	11 170	20 932	6,2	7,4
De 18 à 25 ans	10 105	15 287	25 392	7,5	9,2
De 26 à 44 ans	37 041	42 281	79 322	23,4	23,3
De 45 à 64 ans	43 484	48 460	91 944	27,2	26,0
De 65 à 74 ans	19 145	21 712	40 857	12,1	10,5
75 ans et plus	18 381	19 559	37 940	11,2	9,4
Ensemble	157 853	180 701	338 554	100,0	64 844 037

Source : Insee, Recensement de la population 2018 - Exploitation principale.

► 14. Pyramides des âges de la population en 2018 et 2050



► 17. Répartition de la population immigrée en Corse selon le pays de naissance

	Corse		France	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble Europe	18 271	54,4	2 218 029	34,9
Portugal	8 072	24,0	609 794	9,6
Italie	4 159	12,4	285 574	4,5
Autres pays d'Europe	6 040	18,0	1 322 661	20,8
Ensemble Afrique	13 929	41,5	2 923 478	46,0
Maroc	9 784	29,2	784 059	12,3
Algérie, Tunisie, autres pays africains	4 145	12,3	2 139 419	33,7
Autres pays	1 390	4,1	1 212 301	19,1
Total	33 590	100,0	6 353 808	100,0
Dont étrangers	25 755		3 942 911	

Source : Insee, Recensement de la population 2018 – Exploitation principale.

► 15. Ménages selon leur composition en 2018

	Corse	France
Ensemble des ménages	149 965	28 996 752
Ménages d'une personne (%)	32,2	36,9
hommes seuls (%)	14,3	16,0
femmes seules (%)	17,9	20,9
Ménages avec Familles (%)	65,5	61,2
Couples sans enfant (%)	26,3	26,3
Couples avec enfant(s) (%)	26,1	25,3
Familles monoparentales (%)	12,1	9,6
Autres ménages (%)	3,3	1,9

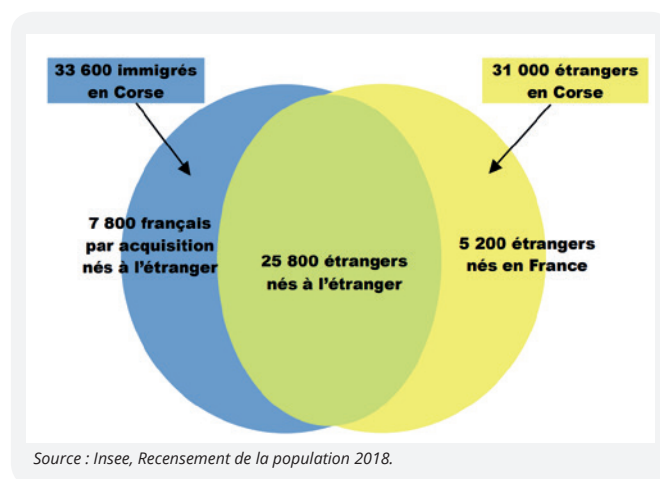
Source : Insee, Recensement de la population 2018 – Exploitation complémentaire.

► 16. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2018

	Corse			France
	Hommes	Femmes	Ensemble	
Ensemble	135 570	148 313	285 883	53 256 193
Part des (en %) :				
Agriculteurs exploitants	1,5	0,5	0,9	0,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8,3	3,3	5,7	3,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,2	4,5	5,3	9,6
Professions intermédiaires	11,5	12,1	11,8	14,2
Employés	11,8	24,8	18,6	16,0
Ouvriers	18,8	2,6	10,4	12,1
Retraités	28,1	25,9	27,0	27,1
Autres personnes sans activité professionnelle	13,8	26,3	20,3	16,7

Source : Insee, Recensement de la population 2018 - Exploitation complémentaire.

► 18. Nombre de personnes selon le statut d'immigré ou d'étranger



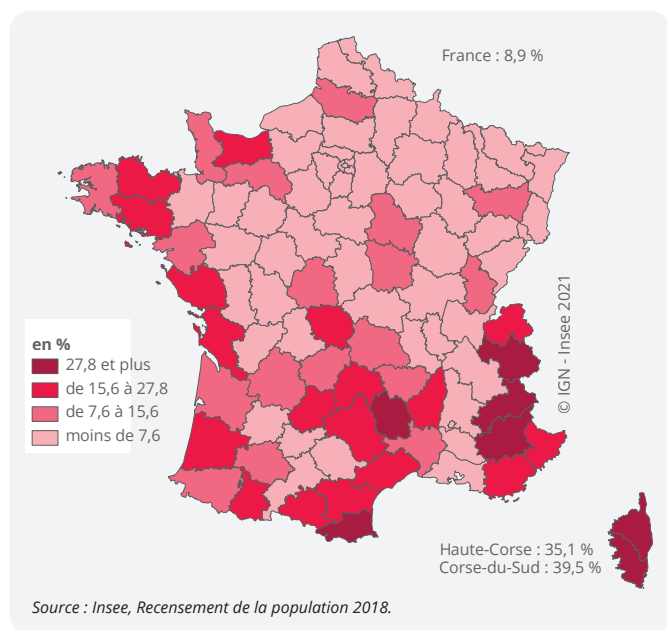
2.2 Logements

► 19. Parc des logements selon le type en 2018

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	Nombre	Nombre	Nombre	%	%
Résidences principales	69 342	80 642	149 984	59,4	82,1
Résidences secondaires	47 586	46 416	94 002	37,2	8,9
Logements occasionnels	327	541	868	0,3	0,9
Logements vacants	3 312	4 478	7 790	3,1	8,1
Total	120 567	132 077	252 644	100,0	100,0
dont maisons	62 759	67 269	130 028	51,9	55,8
dont appartements	56 839	63 462	120 301	48,1	44,2

Source : Insee, Recensement de la population 2018 - Exploitation principale.

► 21. Part des résidences secondaires par département en 2018



► 20. Statut d'occupation des résidences principales en 2018

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
	en %			
Propriétaire	56,0	54,7	55,3	57,6
Locataire	38,4	40,5	39,5	40,2
dont d'un logement HLM loué vide	7,9	8,2	8,1	14,7
Logé gratuitement	5,6	4,8	5,1	2,2

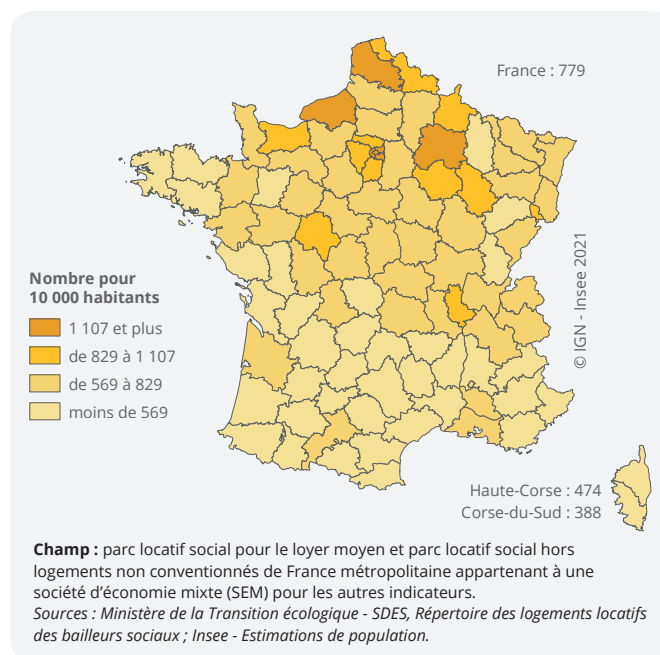
Source : Insee, Recensement de la population 2018 - Exploitation principale.

► 22. Répartition des logements locatifs sociaux par type en Corse au 1^{er} janvier 2020

	Collectifs	Individuels	Total	Répartition (en %)	Nombre de logements mis en location au 1 ^{er} janvier 2020
Corse-du-Sud	5 735	519	6 254	42	56
Haute-Corse	7 688	944	8 632	58	186
Corse	13 423	1 463	14 886	100	242

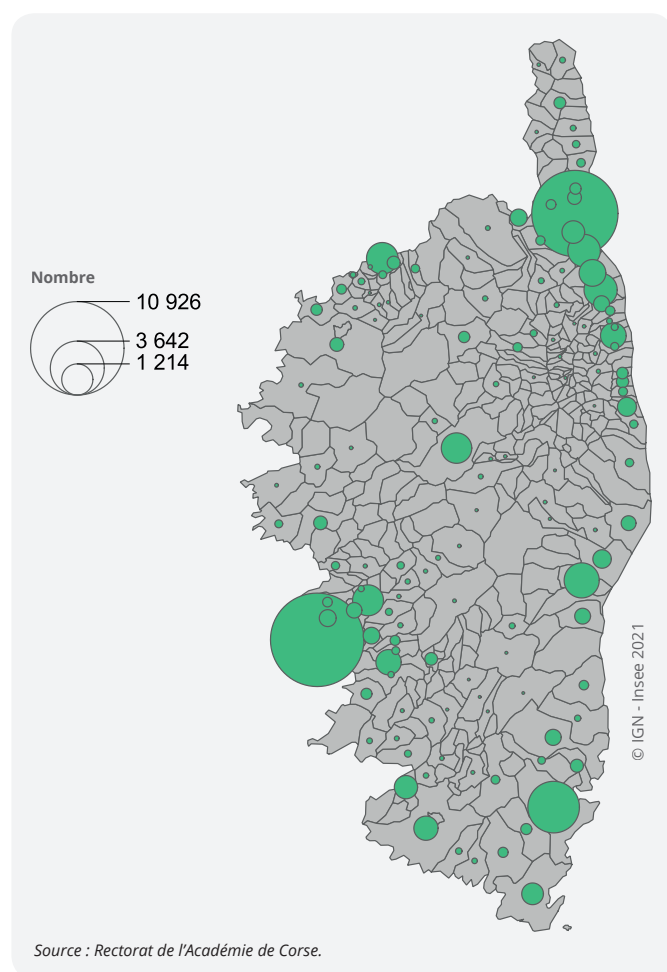
Source : MTES/ CGDD-SOeS - Enquête RPLS.

► 23. Nombre de logements locatifs sociaux pour 10 000 habitants par département au 1^{er} janvier 2020



2.3 Éducation - Formation professionnelle

► 24. Effectifs des élèves du premier et du second degré par commune de scolarité Année scolaire 2020-2021

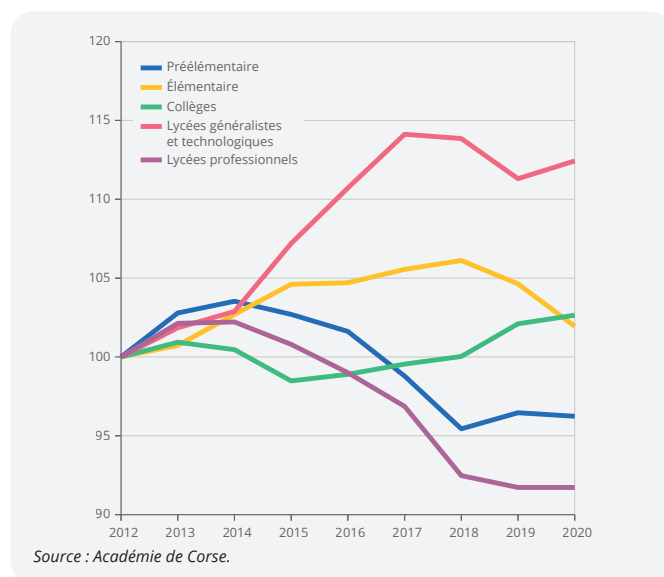


► 27. Étudiants de l'Université de Corse par filière et cursus Année scolaire 2020-2021

Groupe disciplinaire	Licence	Master	Doctorat	Total	Répartition (en %)
Droit	383	167	11	561	11,6
Économie, gestion	312	107	9	428	8,9
Lettres, sciences humaines et sociales	1 061	626	38	1 725	35,7
Sciences, STAPS*	767	156	30	953	19,7
IUT Secondaire	171			171	3,5
IUT Tertiaire	289			289	6,0
Santé	612	92		704	14,6
Total	3 595	1 148	88	4 831	100,0

*STAPS : Sciences et techniques des activités physiques et sportives
Source : Rectorat de Corse.

► 25. Évolution des effectifs scolarisés dans le premier et second degré.



► 26. Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2018

	Hommes	Femmes	Ensemble Corse	France
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	126 933	137 404	264 337	47 491 706
Part des titulaires (en %)				
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC ou du brevet des collèges	30,9	30,8	30,9	26,9
d'un CAP ou d'un BEP	24,6	17,4	20,9	24,9
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	20,7	23,6	22,2	17,3
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	23,8	28,1	26,1	30,9

Source : Insee, Recensement de la population 2018 - Exploitation principale.

► 28. Nombre de places prévisionnelles financées par la Collectivité de Corse dans le cadre du PRFP 2021

Action	Niveau préparé			Nombre de places
	Sans niveau spécifique	Préparatoire	Bac et Infra-bac	
Action d'insertion sociale et professionnelle	968			968
Agriculture & Environnement		20	167	195
Commerce			62	62
Construction, bâtiment et travaux publics			97	102
Hôtellerie Restauration			460	460
Tourisme			26	26
Maintenance			28	28
Sanitaire et Social		154		154
Services à la personne et à la collectivité - Sécurité			62	62
Sport, Loisirs et Animation			56	56
Support à l'entreprise	72		131	225
Transport et logistique	58		82	140
Ensemble	1 098	174	1 171	2 478

Le Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) permet de financer environ 800 entrées en formation supplémentaires.
Source : Collectivité de Corse - Carif Oref de Corse.

2.4 Santé

► 29. Équipements des établissements de santé au 1^{er} janvier 2020 En lits et places

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Taux d'équipement pour 1 000 habitants				
Court séjour ⁽¹⁾				
Médecine	1,6	1,5	1,6	2,1
Chirurgie	1,1	1,2	1,2	1,2
Gynécologie-obstétrique pour 1 000 femmes de 15 ans et plus	0,5	0,5	0,5	0,6
Hospitalisation à domicile	0,3	0,8	0,6	0,3
Soins de suite et de réadaptation (moyen séjour)	3,2	1,1	2,1	1,8
Psychiatrie adultes	1,5	1,5	1,5	1,4
Psychiatrie Infanto-juvénile pour 1 000 enfants de 0 à 16 ans	0,7	1,0	0,9	0,9

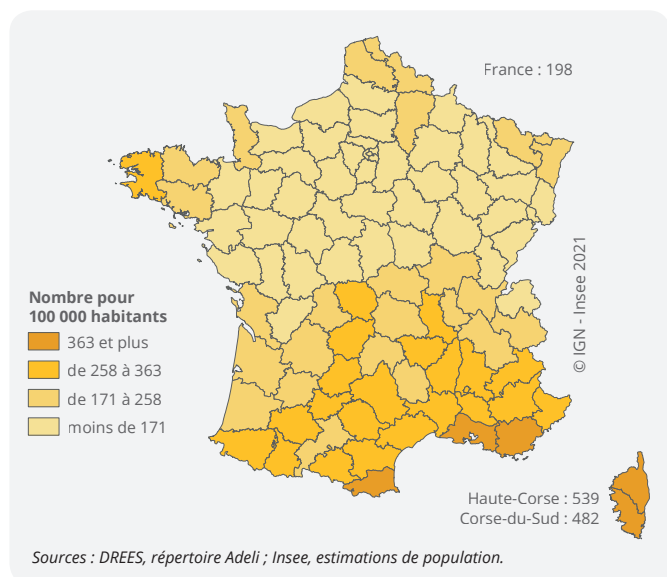
(1) : comprend l'hospitalisation complète (en lits), l'hospitalisation de jour ou nuit et la chirurgie ambulatoire (en places), l'hospitalisation à domicile en médecine (en places).
Sources : SAE ; Insee, estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2019) - Exploitation Fnors.

► 31. Personnels de santé au 1^{er} janvier 2020

	Corse-du-Sud Nombre	Haute-Corse Nombre	Corse		France
			Nombre	Densité pour 100 000 habitants	Densité pour 100 000 habitants
Médecins généralistes libéraux et salariés	221	229	449	129	127
Médecins spécialistes libéraux et salariés	271	236	498	143	178
Pharmaciens	167	199	364	104	105
Chirurgiens-dentistes	139	116	251	72	63
Masseurs kinésithérapeutes	313	335	648	186	138
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	2 160	2 167	4 327	1 239	1 110

Sources : ARS et Drees, RPPS, Adeli, Finess ; Insee, estimations de population (1^{er} janvier 2020).

► 33. Densité d'infirmiers libéraux au 1^{er} janvier 2020



► 30. Accueil des personnes âgées au 1^{er} janvier 2020 En places

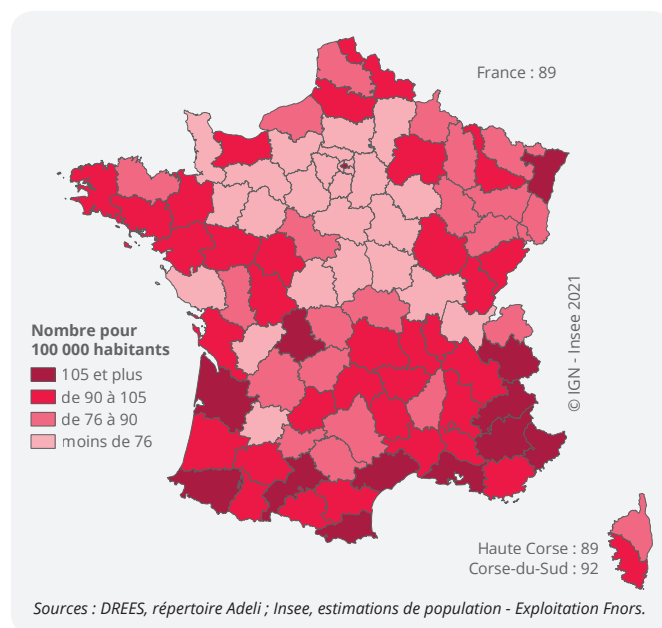
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Taux d'équipement pour 1 000 habitants de 75 ans ou plus				
dans les structures non EHPAD ⁽¹⁾	7,9	2,9	5,3	25,1
dans les établissements d'hébergement EHPAD	44,2	51,6	48,0	97,3
dans les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD et SPASAD)	16,2	12,0	14,0	20,0

EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

(1) : places en maisons de retraite, logements de logements-foyers, places unités de soins de longue durée

Sources : ARS et Drees, Finess ; Insee, estimations de population 2020 - Exploitation Fnors.

► 32. Densité de médecins généralistes libéraux au 1^{er} janvier 2020



3. Emploi - Marché du travail - Revenus

Participation croissante des femmes au marché du travail

Avec 148 886 personnes en emploi ou au chômage, le taux d'activité s'établit à 71,9 % en Corse en 2018. Bien qu'il reste en deçà du taux national, il progresse depuis 1999 avec une participation croissante des femmes au marché du travail. En effet, même s'il est inférieur à celui des hommes, le taux d'activité des femmes (67 %) croît de 15 points en seize ans.

Le secteur tertiaire principal employeur de l'île

Fin 2019, 131 440 emplois sont recensés en Corse. Depuis 1990, l'emploi total régional progresse à un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+ 57 % contre + 19 %). Cette tendance favorable profite aux deux départements mais l'emploi se développe davantage en Corse-du-Sud (+ 62 %) qu'en Haute-Corse (+ 53 %).

L'emploi salarié concentre 84 % des emplois et se répartit principalement entre le tertiaire marchand et le secteur administré. La construction constitue un autre pilier de l'économie avec un poids en emplois salariés deux fois plus important qu'à l'échelle nationale. En revanche, l'industrie reste peu développée.

La Corse se distingue également par une part élevée de non-salariés liée à la

présence forte d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise individuelle dans le tissu productif régional. La part de l'emploi non salarié est de 16 % contre 11 % au niveau national.

Un taux de chômage fluctuant en « trompe-l'œil » en 2020

Au cours des deux premiers trimestres 2020, le taux de chômage diminue légèrement, une baisse en « trompe-l'œil » qui résulte d'un fort recul du nombre de personnes sans emploi se déclarant disponibles ou en recherche active d'emploi pendant la période de confinement. Il rebondit fortement au troisième trimestre et s'établit à 9,6 % au niveau régional pour 8,9 % au niveau national. Au quatrième trimestre, il diminue à nouveau à 7,0 %, niveau historiquement bas en Corse, la recherche active d'emploi étant à nouveau pénalisée par les contraintes liées au second confinement.

Ces fluctuations interviennent après un recul amorcé en 2015 et confirmé en 2019 alors qu'un mouvement de hausse perdurait depuis 2009. Au niveau départemental, le taux de chômage demeure de 0,3 point plus élevé en Haute-Corse.

Fin décembre 2020, 20 590 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en Corse (catégories ABC, en données corrigées des variations saisonnières). Sur un an, ce nombre est en baisse de

2,5 % en région et de 4,8 % en France métropolitaine. Les 50 ans ou plus sont particulièrement concernés par le chômage et représentent près de 30 % des demandeurs d'emploi de catégories ABC. La demande d'emploi de longue durée est moins fréquente sur l'île que sur le continent. Ce phénomène s'explique en partie par l'activité saisonnière, très créatrice d'emplois, qui limite les longues périodes d'inactivité.

Les familles monoparentales et les jeunes les plus touchés par la pauvreté

La Corse est la région de métropole la plus touchée par la pauvreté monétaire. En 2018, la moitié des personnes vivent dans un ménage où le revenu disponible par unité de consommation est inférieur à 20 670 € contre 21 730 € au niveau France. Sur l'île, 18,5 % des personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les familles monoparentales, les jeunes de moins de 30 ans et les personnes âgées de plus de 75 ans sont particulièrement concernés. La part des personnes percevant le Revenu de Solidarité Active est plus faible en Corse avec 2,1 % contre 2,9 % nationalement. De la même manière, la couverture maladie universelle complémentaire bénéficie à un public moindre dans l'île. À l'inverse, la part des bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie est supérieure en région, notamment du fait d'une pauvreté importante des personnes âgées.

► Pour en savoir plus

- **Bonnefont M., Bretel A., Luciani A.**, « Pauvreté et impacts de la crise COVID dans les intercommunalités de Corse » *Insee dossier* n° 16, mai 2021
- **Akiki M.**, « Une part élevée de très hauts revenus en Corse », *Insee Flash* n° 50, mai 2020
- **Akiki M.**, « A l'horizon 2030, 50 000 actifs cesseraient leur activité », *Insee Analyses* n° 27, décembre 2019
- **Bonnefont M., Caruso D., Luciani A., Torre V., Touzani H.**, « Salaires et conditions d'emploi », *Insee Dossier* n° 13, octobre 2019
- **Agostini M.**, « Les structures d'aide alimentaire en Corse », Plateforme d'Observation Sanitaire et sociale de Corse, 2021

3.1 Population active

► 34. Population active parmi les 15-64 ans en 2018

	Corse-du-Sud	Haute Corse	Corse	France
Actifs (nombre)	71 330	77 556	148 886	30 777 799
Taux d'activité (%)	74,6	69,6	71,9	74,1
Taux d'activité des hommes (%)	78,9	75,3	76,9	76,9
Taux d'activité des femmes (%)	70,5	63,9	67,0	71,5
Actifs ayant un emploi (nombre)	63 334	67 755	131 089	26 066 191
Taux d'emploi (%)	66,2	60,8	63,3	64,7
Taux d'emploi hommes (%)	71,5	67,6	69,4	67,5
Taux d'emploi femmes (%)	61,2	54,1	57,4	61,8
Taux d'emploi des 15 - 24 ans (%)	31,2	27,0	28,8	29,7
Taux d'emploi des 25 - 54 ans (%)	78,6	74,2	76,3	80,2
Taux d'emploi des 55 à 64 ans (%)	52,5	48,2	50,2	50,7

Source : Insee, Recensement de la population 2018 - Exploitation principale, géographie au 01/01/2021.

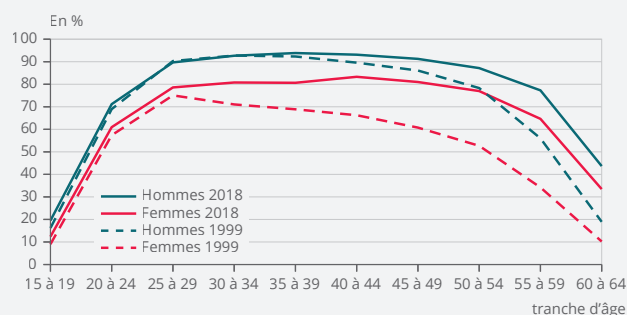
3.2 Emploi

► 36. Emploi salarié par secteur d'activité détaillé au 31 décembre 2019

	Corse-du-Sud Nombre	Haute-Corse Nombre	Corse		France %
			Nombre	%	
Agriculture, sylviculture et pêche	589	2 346	2 935	2,6	1,0
Industrie extractive, énergie, eau, déchets	1 427	944	2 371	2,1	1,5
Denrées alimentaires, produits à base de tabac	1 007	1 443	2 450	2,2	2,3
Équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	86	86	172	0,2	1,7
Matériels de transport	211	13	224	0,2	1,4
Autres produits industriels	774	792	1 566	1,4	5,6
Construction	5 571	5 418	10 989	9,9	5,6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	8 385	8 983	17 368	15,7	12,6
Transports et entreposage	3 555	2 938	6 493	5,9	5,6
Hébergement et restauration	3 041	2 619	5 660	5,1	4,3
Information et communication	901	585	1 486	1,3	3,2
Activités financières d'assurance	1 244	1 298	2 542	2,3	3,5
Activités immobilières	545	505	1 050	0,9	1,0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	4 701	4 045	8 746	7,9	14,0
Adm. Publique, enseignement, santé, action sociale	23 067	18 907	41 974	37,8	31,4
Autres activités de services	2 501	2 391	4 892	4,4	5,2
Total	57 605	53 313	110 918	100,0	100,0

Données 2019 provisoires
Source : Insee, Estimations d'emploi.

► 35. Évolution du taux d'activité par sexe et par tranche d'âge en Corse



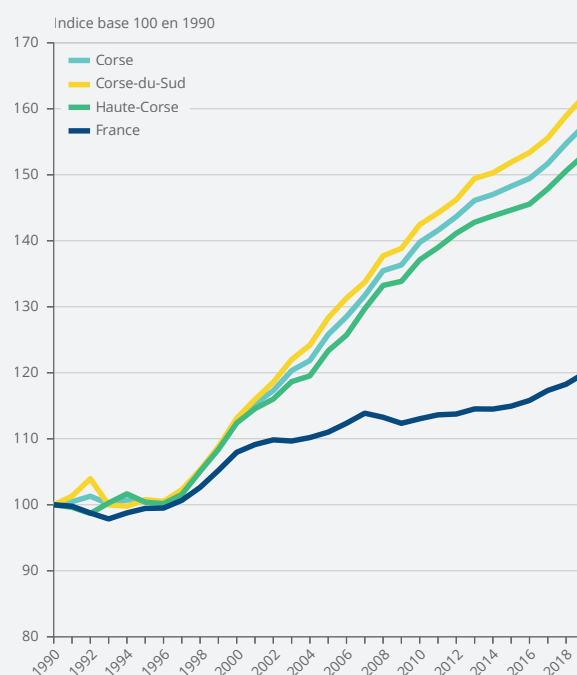
Sources : Insee, Recensements de la population 1999 et 2018.

► 37. Emploi non salarié par grand secteur d'activité au 31 décembre 2019

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Emploi non salarié total	9 620	10 902	20 522	2 995 357
Agriculture (%)	9,3	15,5	12,6	12,6
Industrie (%)	5,0	5,6	5,3	5,0
Construction (%)	17,3	16,0	16,6	10,8
Tertiaire marchand (%)	49,8	44,2	46,8	51,9
Tertiaire non marchand (%)	18,7	18,7	18,7	19,6
Part sur l'emploi total (%)	14,3	17,0	15,6	10,7

Données 2019 provisoires
Source : Insee, Estimations d'emploi.

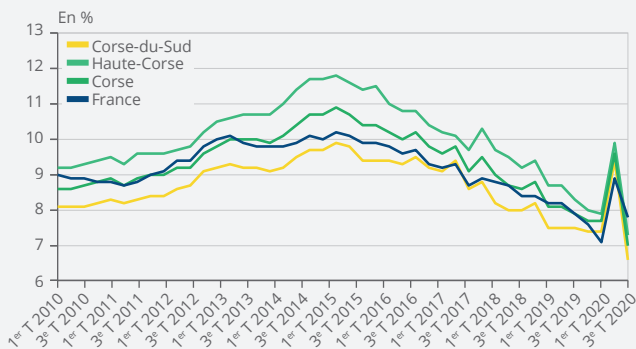
► 38. Évolution de l'emploi total



Données 2019 provisoires.
Source : Insee, Estimations localisées d'emploi.

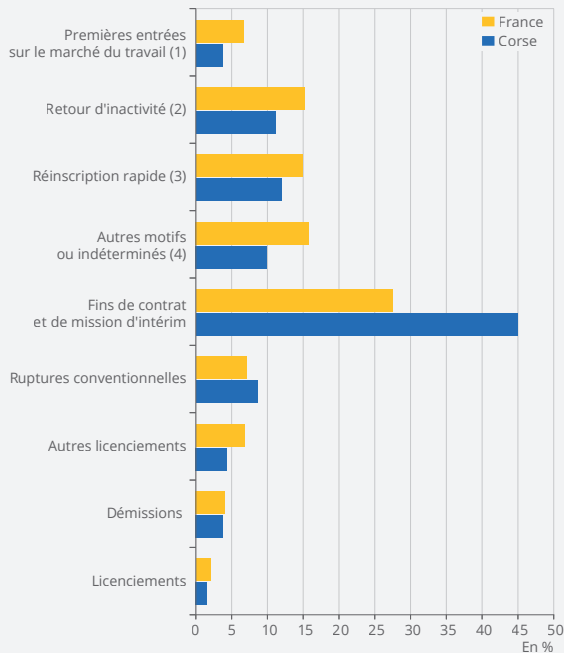
3.3 Chômage

► 39. Évolution trimestrielle du taux de chômage localisé



(série corrigée des variations saisonnières).
*les dispositifs de soutien aux entreprises et à leurs salariés pendant la crise covid expliquent les évolutions du chômage au cours de l'année 2020.
Source : Insee, taux de chômage localisés.

► 41. Motifs des inscriptions à Pôle emploi cumul annuel 2020



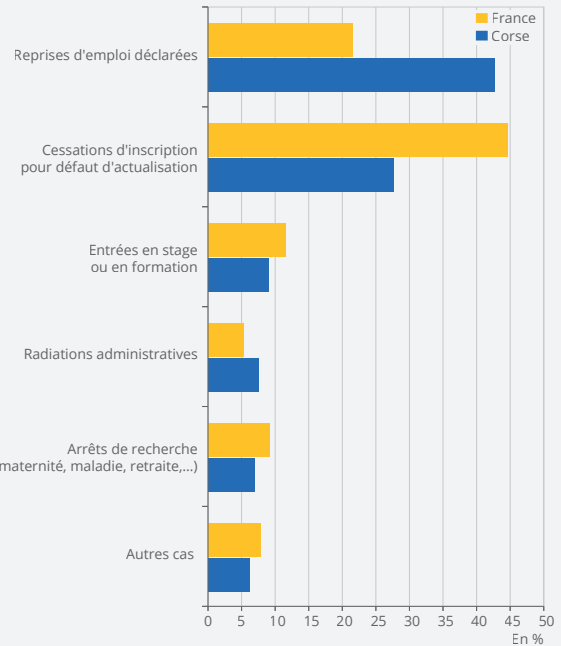
Sources : Dreets/Pôle emploi.

► 40. Taux de chômage annuel moyen en 2020

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Total Corse	France
Ensemble	7,7	8,2	8,0	7,8
Femmes	8,2	9,5	8,8	7,7
Hommes	7,2	7,2	7,2	7,9
Moins de 25 ans	21,0	21,9	21,4	19,7
De 25 à 49 ans	7,1	7,6	7,3	7,2
Plus de 50 ans	5,4	5,9	5,6	5,3

Source : Insee, taux de chômage localisés.

► 42. Motifs des sorties de Pôle emploi cumul annuel 2020



Sources : Dreets/Pôle emploi.

3.4 La demande d'emploi

► 43. La demande d'emploi de catégories A et ABC au 31 décembre 2020

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Les catégories A et ABC (données CVS)				
catégorie A	7 510	8 100	15 610	3 640
évolution sur un an (%)	-4,6	-3,5	-4,1	8,0
catégorie ABC	9 760	10 830	20 590	5 782
évolution sur un an (%)	-3,5	-1,5	-2,5	4,8

Données en fin de mois - corrigées des variations saisonnières (cvs).
Source : Dreets/Pôle emploi.

► 44. L'offre d'emploi - cumul annuel 2020

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France métropolitaine
Données brutes				
Nombre d'offres	6 976	8 385	15 361	2 249 899
<i>Dont durables</i>	<i>3 488</i>	<i>3 101</i>	<i>6 589</i>	<i>1 310 312</i>
évolution sur un an* (%)	-45,4	-37,2	-16,7	-57,0

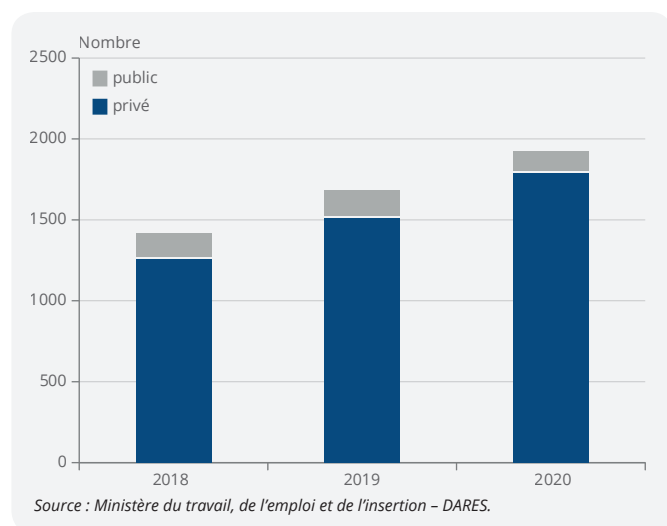
* de l'ensemble des offres
Sources : Dreets/Pôle emploi.

► 45. La demande d'emploi de catégories ABC par zone d'emploi* au 31 décembre 2020

	Données brutes							Données CVS		
	Ajaccio	Porto-Vecchio	Propriano	Bastia	Calvi	Corte	Ghisonaccia	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Total Corse
Effectifs	7 200	3 000	1 000	7 500	2 200	800	1 500	9 760	10 830	20 590
Structure (%)	30,9	13,0	4,4	32,3	9,7	3,5	6,2	47,4	52,6	100
Évolution sur un an (%)	-1,1	-4,8	-10,3	0,5	-6,6	-4,6	-2,7	-3,5	-1,5	-2,5
Structure des DEFEM (cat. ABC)										
Éléments de structure des DEFEM (%)										
Moins de 25 ans	12,3	12,9	13,3	12,9	12,5	13,5	11,6	11,5	11,7	11,6
50 ans ou plus	30,0	26,6	31,1	28,6	27,7	29,1	30,1	30,2	29,6	29,9
Femmes	53,2	56,7	55,5	55,1	56,9	52,9	56,7	54,5	55,6	55,1
Demandeurs d'emploi de longue durée	40,1	18,3	23,5	37,7	26,8	40,4	38,4	34,9	37,7	36,4
Demandeurs d'emploi handicapés*	8,9	4,6	6,1	9,9	4,1	5,9	6,0	7,4	8,0	7,8

* absence de données CVS pour les demandeurs d'emploi handicapés - part calculée à partir des données brutes.
Données brutes par zones d'emploi (zonage 2020) et données CVS au niveau départemental et régional.
Source : Dreets/Pôle emploi.

► 46. Contrats d'apprentissage des secteurs privé et public en Corse



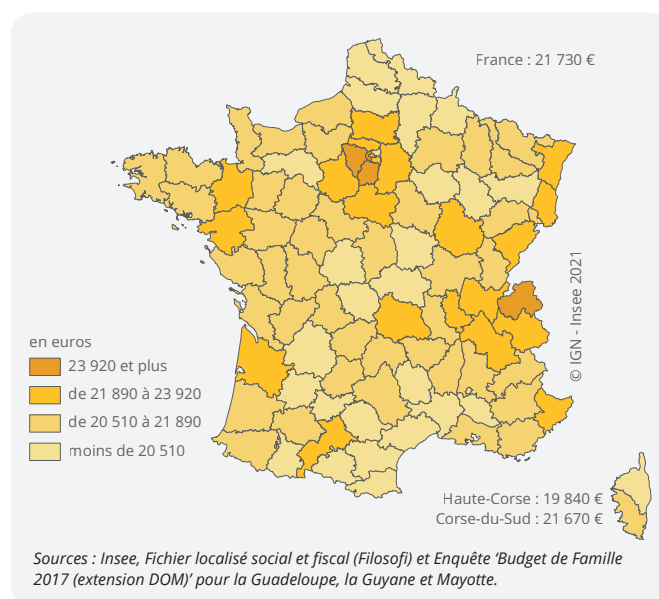
3.5 Revenus

► 47. Revenu des ménages et taux de pauvreté en 2018

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Nombre de ménages fiscaux	57 460	65 688	123 148	27 510 608
Part des ménages imposables (%)	52,8	44,7	48,5	51,7
Médiane du niveau de vie (euros)	21 670	19 840	20 670	21 730
Taux de pauvreté des ménages (%)				
Ensemble	16,1	20,6	18,5	14,6
Selon l'âge du référent fiscal :				
Moins de 30 ans	18,8	26,6	23,1	22,2
75 ans ou plus	16,6	19,6	18,2	9,7
Selon la composition des familles :				
Famille mono-parentale	23,6	30,9	27,5	29,8
Selon la source principale des revenus déclarés:				
Retraites, pensions, rentes	19,6	23,3	21,6	12,5

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal.

► 48. Revenu annuel médian disponible par unité de consommation en 2018



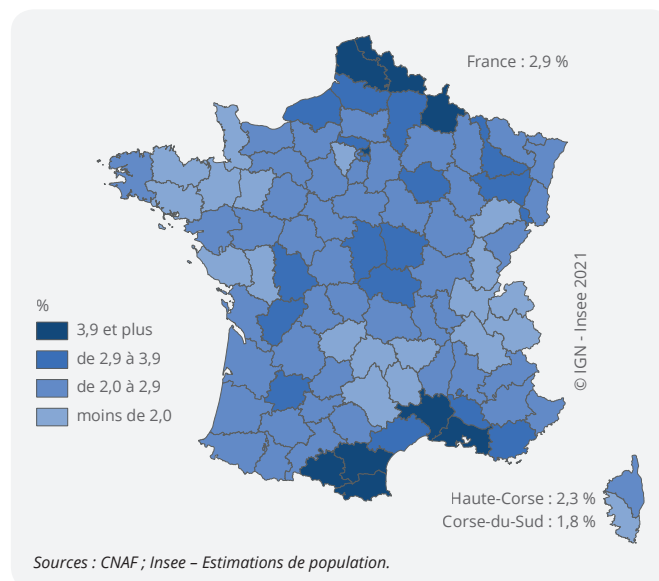
3.6 Prestations sociales

► 49. Handicap, dépendance et autres indicateurs sociaux au 31 décembre 2020

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France métropolitaine
Allocation aux adultes handicapés (AAH)	3 340	4 520	7 860	1 201 200
Taux dans la population des 20 ans à 64 ans en % (1)	3,5	4,0	3,8	3,0
Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2019			12 173	1 275 576
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	A partir de 2018 données non départementalisées « Collectivité de Corse »		31,2	20,9
Bénéficiaires de l'APA à domicile pour 100 personnes de 75 ans et + (2)			31,6	19,4
Couverture Maladie Universelle Complémentaire (moyenne 2019)				
Bénéficiaires de la CMUC	7 323	10 675	17 998	5 100 065
Taux couverture CMUC pour 1000 habitants	4,5	5,9	5,2	7,9
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS)	530	650	1 180	356 500
Taux ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans	0,6	0,6	0,6	0,9
Allocataires de la prime d'activité	9 140	11 900	21 040	4 578 400
Taux prime activité pour 100 personnes de 15 à 64 ans	9,5	10,5	10,1	11,4
Allocataires de la Garantie jeunes (3)	215	248	463	75 000
Taux d'allocataire garantie jeunes pour 100 personnes de 16 à 25 ans	1,6	1,3	1,4	1,0

Sources : CNAF, MSA, DREES, INSEE - Estimations de population.

► 50. Revenu de solidarité active (RSA) en 2020



4. Économie générale - Appareil productif

Hausse de 9 % du PIB entre 2015 et 2018

En 2018, le produit intérieur brut de la Corse s'élève à 9,4 milliards d'euros. Après une forte phase de croissance à partir de 1997, le PIB stagne entre 2011 et 2015 avant de repartir à la hausse. Avec 27 780 euros, le PIB par habitant est 8 % en deçà de la moyenne de France de province. Cet écart est stable depuis 2015 mais s'est considérablement réduit par rapport à 2004 (15 %).

Une économie fortement tertiaisée

En 2018, le tertiaire marchand concentre 48 % des richesses créées dans la région. Ce secteur occupe une place prépondérante dans l'économie corse, à laquelle contribuent les activités liées au tourisme. Vient ensuite le tertiaire non marchand qui est surreprésenté dans la région avec 35 % de la valeur ajoutée. Cette part situe la Corse en haut du classement national ; elle est bien supérieure à la moyenne française (10 points de plus qu'en métropole et 7 de plus qu'en province). Autre secteur important sur le territoire insulaire, le BTP représente 10 % de la richesse produite en Corse contre 6 % en moyenne de province.

4 691 entreprises créées en 2020

En 2020, 4 691 entreprises marchandes non agricoles sont créées dans la région.

Parmi elles, 1 531 relèvent des services aux entreprises, 838 des services aux particuliers, 1 161 du secteur regroupé commerce, transport, hébergement et restauration et 846 créations dans le secteur de la construction, ces secteurs étant les plus créateurs. Le taux de création, nombre de créations rapportées au stock d'entreprises est en deçà du taux national : 12,1 % contre 16,1 %.

En 2020, les micro-entreprises représentent 47 % des immatriculations d'entreprises de l'île, soit une part moins importante qu'au niveau national (65 %). Avec 2 200 nouvelles immatriculations, les créations de micro-entreprises augmentent de 1,3 % sur un an après une période de stabilité des immatriculations en 2019 et 2018. Cette progression est plus forte au niveau national (+ 9,2 % par rapport à 2019).

Enfin, les défaillances d'entreprises sont en forte baisse. En effet, les mesures de protection et de sauvegarde des entreprises mises en œuvre pendant la crise Covid 19 ont permis un recul très important des faillites d'entreprises. En cumul annuel, 210 défaillances sont enregistrées, soit une diminution de 48 % sur un an.

Des établissements de petite taille

Au 31 décembre 2018, 41 793 établissements sont implantés en Corse. Les petits établissements dominent le tissu économique

régional : 55 % n'ont pas de salariés et 95 % en ont moins de dix. Seuls 2 % comptent plus de 20 salariés, soit une part égale au niveau national. Les trois quarts des établissements relèvent du secteur tertiaire, avec une dominance du commerce, des services aux entreprises et des services administrés. Leur répartition sectorielle se caractérise notamment par une surreprésentation de l'hébergement-restauration (9 % contre 3 % en moyenne nationale). De même, forte de 5 225 structures, la construction concentre 12 % des établissements de l'île contre 6 % en métropole.

Artisanat

En 2020, la Corse compte 15 534 entreprises artisanales. Les deux départements corses, avec le Var, les Alpes-Maritimes et les Hautes-Alpes, sont les départements français où la densité artisanale est la plus élevée avec 449 entreprises pour 10 000 habitants. Par comparaison, la quasi-totalité des départements de la moitié nord compte moins de 200 entreprises artisanales pour 10 000 habitants. Dans la région, les trois quarts des entreprises artisanales se répartissent dans la construction (45 %) et les services (30 %).

Parmi les artisans de la construction, rapportés à la population, l'île compte quatre fois plus de maçons et deux fois plus d'électriciens qu'au niveau national.

► Pour en savoir plus

- Caruso D, Nicolai M-P., « Les PME se renforcent grâce à la croissance des microentreprises », *Insee Analyses* n° 31, février 2021

4.1 Produit intérieur brut

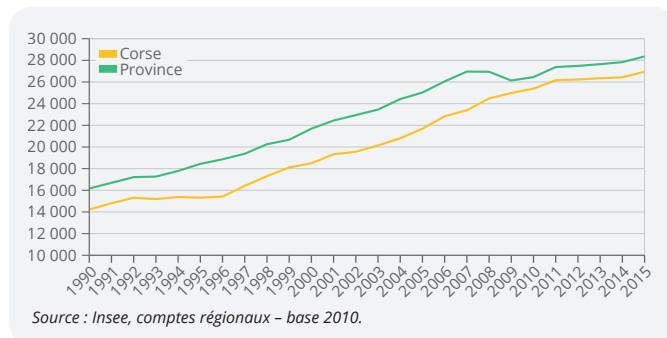
► 51. Produit intérieur brut en 2018

	Corse	Province	France
PIB total (millions d'euros)	9 443	1 590 539	2 316 703
PIB par habitants (euros)	27 780	30 266	35 763
PIB par emploi* (euros)	72 210	74 843	83 625

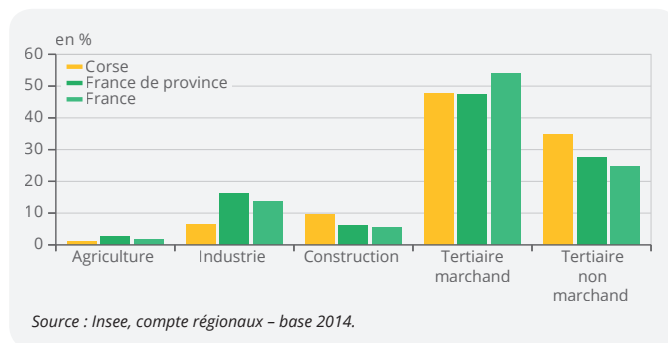
* salarié et non salarié

Source : Insee, Comptes régionaux base - 2014.

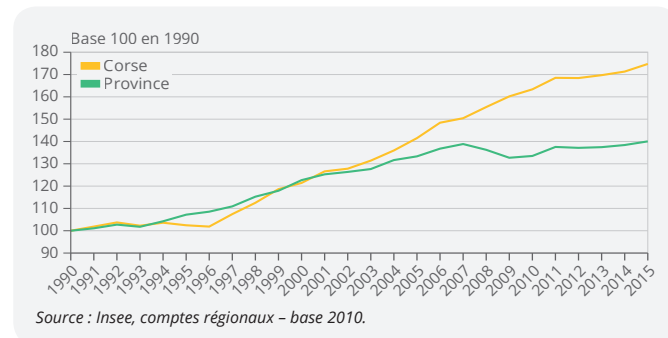
► 53. Évolution du PIB par habitant



► 52. Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité en 2018



► 54. Évolution du PIB en volume



4.2 Démographie d'entreprises

► 55. Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2020

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	nombre	nombre	nombre	%	Poids micro-entreprises* (%)	%	Poids micro-entreprises (%)	
Industrie	137	178	315	6,7	56,5	4,7	69,3	
Construction	456	390	846	18,0	38,3	9,5	56,1	
Commerce	339	363	702	15,0	46,6	15,2	63,1	
Hébergement et restauration	216	159	375	8,0	26,4	4,5	51,7	
Transport et entreposage	53	31	84	1,8	59,5	12,1	87,8	
Services aux entreprises	801	730	1531	32,6	49,5	34,7	61,3	
Services aux particuliers	410	428	838	17,9	54,9	19,3	65,9	
Ensemble	2 412	2 279	4 691	100	46,8	100	65,1	

* depuis le 1^{er} janvier 2015, l'auto-entrepreneur devient «micro-entrepreneur»

Champ : activités marchandes non agricoles

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Établissements.

► 56. Taux de création d'entreprises par secteur d'activité en 2020

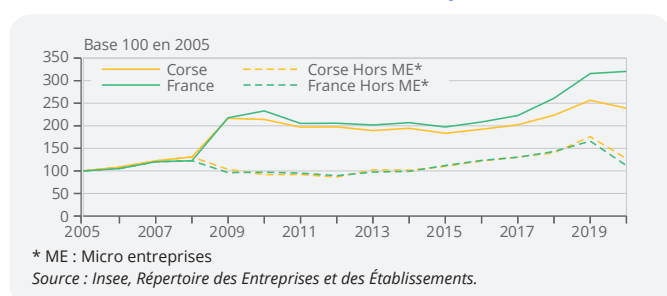
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Industrie	12,1	13,0	12,6	12,6
Construction	11,8	10,9	11,3	11,8
Commerce	9,7	9,8	9,8	14,1
Hébergement et restauration	11,2	9,5	10,4	11,5
Transport et entreposage	13,1	6,7	10,0	51,7
Services aux entreprises	15,0	13,5	14,3	17,8
Services aux particuliers	13,6	12,4	13,0	14,0
Ensemble	12,6	11,6	12,1	16,1

Taux de création : ensemble des créations sur une année donnée rapporté au stock d'entreprises au 1er janvier de cette même année

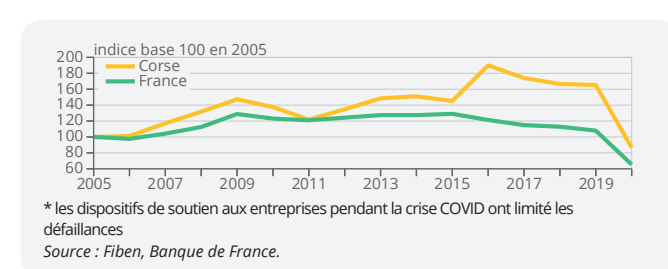
Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Établissements.

► 57. Évolution des créations d'entreprises



► 58. Évolution des défaillances en date de jugement Indice base 100 en 2005



4.3 Établissements

► 59. Établissements selon l'activité par département 2018

	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse		France
			nombre	%	%
Agriculture, sylviculture et pêche	963	1 750	2 713	6,5	4,9
Industrie	864	1 021	1 885	4,5	3,1
Construction	2 567	2 658	5 225	12,5	5,7
Commerce, réparation automobile	2 617	2 670	5 287	12,7	8,7
Transports et entreposage	372	413	785	1,9	1,7
Hébergement et restauration	2 028	1 790	3 818	9,1	3,4
Information et communication	205	217	422	1,0	1,6
Activités financières et d'assurance	257	317	574	1,4	1,4
Activités immobilières	434	329	763	1,8	1,2
Activités scientifiques, techniques et de soutien	2 478	2 156	4 634	11,1	9,3
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	4 235	5 052	9 287	22,2	27,3
<i>dont particuliers employeurs</i>	1 654	2 235	3 889	9,3	16,8
Autres activités de services	3 427	2 973	6 400	15,3	31,7
<i>dont particuliers employeurs</i>	2 131	1 509	3 640	8,7	26,5
Total	20 447	21 346	41 793	100	100
<i>dont particuliers employeurs</i>	3 785	3 744	7 529	18,0	43,2

Sources : Insee, FLORES et base non-salariés (ACOSS & MSA) 2018.

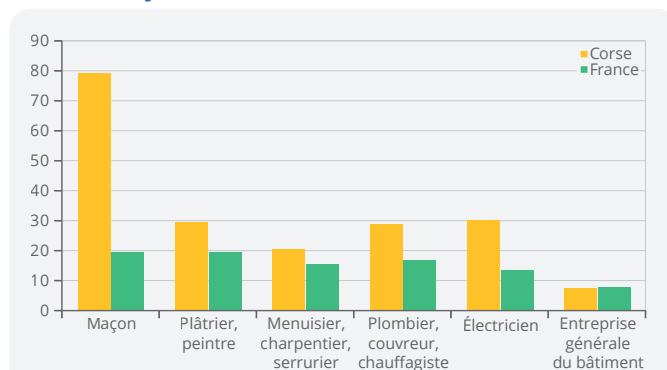
4.4 Entreprises artisanales

► 61. Entreprises artisanales selon le secteur d'activité au 1er janvier 2020

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Entreprises artisanales (nombre)	7 618	7 916	15 534	1 594 522
Industrie (%)	13,2	14,9	14,1	14,3
<i>dont : industries agroalimentaires</i>	4,4	5,1	4,8	3,4
Construction (%)	47,7	42,2	44,9	37,1
Commerce et réparation automobile (%)	9,3	11,8	10,6	11,6
Services (%)	29,8	31,1	30,4	37,0
<i>dont : act. Scient. et techn., serv admin et de soutien</i>	11,6	10,1	10,8	11,1
Hébergement et restauration	4,5	5,5	5,0	5,3

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements. (champ marchand non agricole).

► 63. Artisans du bâtiment pour 10 000 habitants au 1^{er} janvier 2020



Le nombre d'entreprises artisanales du bâtiment pour 10 000 habitants est calculé par rapport aux estimations de population au 01/01/2020. Il s'agit, pour chacun des services retenus, de l'activité principale déclarée avec possibilité d'une seule activité ou de multi-activité.

Source : Insee, BPE, Estimations de population 2020.

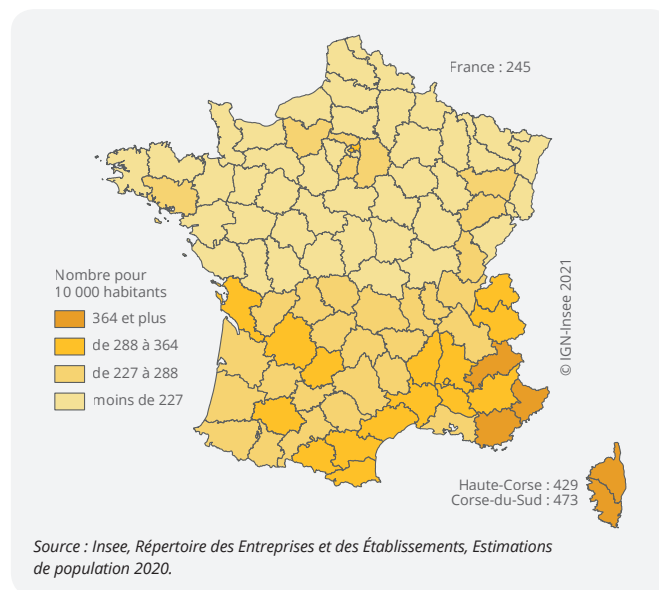
► 60. Établissements selon l'activité et la taille fin d'année 2018

	Ensemble nombre	0 salarié %	1 à 9 salariés %	10 à 19 salariés %	20 salariés et plus %
Industrie	1 885	55,0	36,0	5,3	3,8
Construction	5 225	61,3	33,5	3,6	1,7
Commerce, réparation automobile	5 287	46,9	46,2	4,2	2,7
Transports et entreposage	785	44,5	37,3	9,7	8,5
Hébergement et restauration	3 818	56,2	40,9	2,1	0,7
Information et communication	422	61,1	31,3	3,8	3,8
Activités financières et d'assurance	574	17,2	74,0	6,3	2,4
Activités immobilières	763	52,6	44,6	2,0	0,9
Activités scientifiques, techniques et de soutien	4 634	62,4	33,7	2,4	1,5
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	9 287	53,3	40,4	2,4	3,9
Autres activités de services	6 400	43,3	55,5	0,7	0,5
Total Corse	41 793	54,6	40,4	2,8	2,2
<i>dont particuliers employeurs</i>	7 528	29,0	71,0	0,0	0,0
France	8 262 395	46,0	49,2	2,3	2,4
<i>dont particuliers employeurs</i>	3 572 603	30,2	69,8	0,0	0,0

* les particuliers employeurs sont répartis dans les secteurs « Administration publique, enseignement, santé, action sociale » et « Autres activités de services »

Sources : Insee, FLORES et base non-salariés (ACOSS & MSA) 2018.

► 62. Entreprises artisanales pour 10 000 habitants par département au 1er janvier 2020



5. Secteurs d'activité

Le nombre d'exploitations agricoles a cessé de décroître

À l'inverse de la tendance nationale, le nombre d'exploitations se maintient, voire progresse légèrement. Les 2 831 exploitations agricoles actives en 2016 (2 810 au recensement agricole 2010) emploient environ 5 500 permanents (4 170 unités de travail annuel ou UTA, auxquelles s'ajoutent chaque année un peu plus de 450 UTA de saisonniers). Avec 173 380 hectares en 2020, la surface agricole utilisée (SAU) des exploitations corses ne couvre que 20 % du territoire régional contre la moitié en moyenne française. La surface toujours en herbe occupe 85 % de la superficie agricole, trois fois plus qu'à l'échelle nationale. Vignes et vergers s'étendent sur plaines et coteaux littoraux tandis que l'élevage extensif prédomine en altitude. La viticulture et l'arboriculture représentent les deux tiers du potentiel économique des exploitations de l'île.

Plus du tiers de la production électrique est renouvelable

Dans la région, au 31 décembre 2018, le secteur industriel emploie 6 564 personnes dans 2 016 établissements. La grande majorité des salariés de l'industrie travaille dans l'agroalimentaire (41 %) et l'énergie (30 %).

En 2020, la production d'électricité en Corse est à 36 % d'origine thermique, provenant des centrales du Vazzino et de Lucciana et à 34 % issue d'énergies renouvelables principalement grâce aux barrages hydroélectriques (Prunelli, Golo, Fium'Orbu et Rizzanese) et le photovoltaïque. Le reste est importé via les interconnexions avec la Sardaigne et l'Italie continentale (30 %).

Prédominance des services et commerce

Les activités de services et commerce dominant le paysage économique de l'île, avec 52 757 salariés répartis dans 23 666 établissements dans le secteur marchand. Les établissements sont les plus nombreux dans le commerce (24 %) et le soutien aux entreprises (19 %). Le commerce emploie 17 765 salariés travaillant majoritairement dans le commerce de détail (67 %, soit neuf points de plus qu'en moyenne française). À l'inverse, le commerce de gros est sous-représenté : il concerne 22 % des salariés du commerce contre 31 % au niveau national.

Orientation à la baisse des logements autorisés

En Corse, la construction représente 10 632 personnes travaillant dans

5 680 établissements fin 2018. Le gros œuvre compte le plus grand nombre de salariés (44 % des effectifs du secteur). Sur 2020, 2 944 logements ont été autorisés à la construction, soit une baisse marquée de 36 % sur un an. L'évolution est légèrement plus défavorable en Corse-du-Sud (- 37 %) qu'en Haute-Corse (- 36 %). Dans la région, les ventes de logements neufs diminuent de plus de 20 % pour les appartements et les maisons.

Le tourisme bouleversé par la crise sanitaire

En 2020, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse est en chute libre de 47,5 % sur un an. Cette baisse est particulièrement marquée dans l'aérien, de 43 % sur les lignes régulières et low-cost. Dans le maritime, le transport de passagers diminue de 51 % en partie du fait de la baisse vertigineuse du nombre de croisiéristes, 38 100 en 2020 contre 855 000 l'année précédente (- 96 %). Ce repli du transport de passagers se répercute logiquement sur la fréquentation dans les hébergements touristiques marchands. Sur l'ensemble de l'année, la fréquentation hôtelière diminue de moitié, les campings fonctionnent aux deux tiers de leur capacité saisonnière et les AHCT perdent un quart de leurs nuitées par rapport à 2019 sur les quelques mois épargnés par la crise sanitaire.

► Pour en savoir plus

- **Caruso D., Dubuis T.**, « La reprise des activités touristiques en saison estivale n'efface pas le préjudice causé par la crise sanitaire », *Insee Analyses* n° 30, janvier 2021
- **Luciani A.**, « Le commerce de proximité se redéploie », *Insee Flash* n° 43, novembre 2019
- **Luciani A., Albertini C., Faure X.**, « La filière viande en Corse : un rôle prépondérant de l'élevage », *Insee Analyses* n° 23, novembre 2018
- **Collectif**, « Memento 2020 », DRAAF de Corse, février 2021
- **Collectif**, « Chiffre clés de l'agriculture corse », CdC-DRAAF de Corse-Chambre d'agriculture Corse, février 2021

5.1 Agriculture

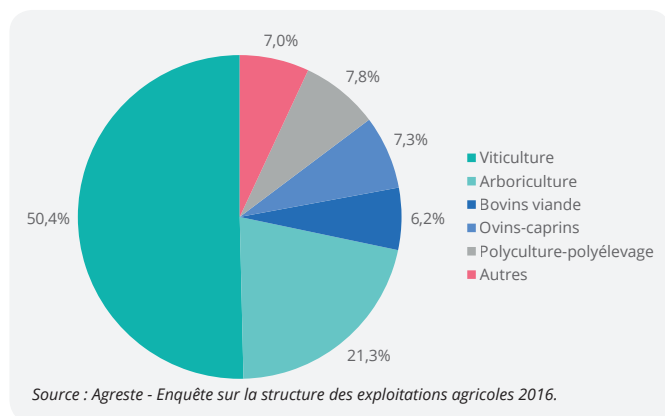
► 64. Caractéristiques des exploitations agricoles

	Corse	France métropolitaine
Exploitations (nombre)*	2 831	436 288
dont moyennes et grandes	1 819	300 050
dont exploitations individuelles	2 450	277 971
dont GAEC	95	42 973
dont EARL	151	79 240
Production brute standard (PBS) (milliers d'euros)*	286 175	60 826 314
dont moyennes et grandes	273 664	59 714 027
PBS moyenne par exploitation (milliers d'euros)	101	139
dont moyennes et grandes	150	199

* valeur estimée

Source : Agreste - Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2016.

► 66. Production brute standard (PBS)



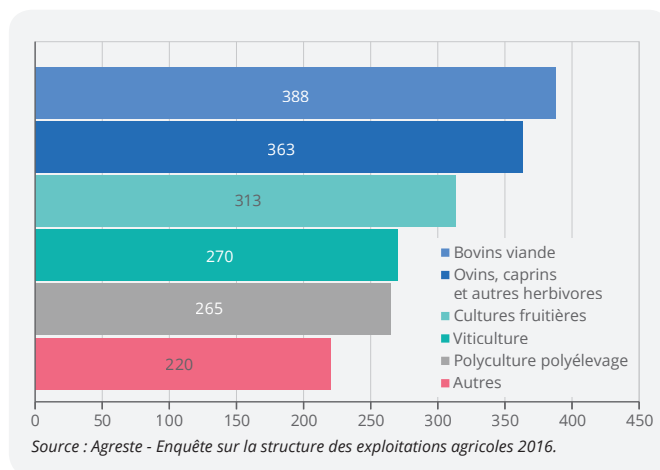
► 68. Effectifs animaux et quantités produites en 2020

	Nombre de têtes			Production	
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	Quantités	Unités
Bovins	20 212	37 222	57 434	1 770	Tonnes équivalent carcasse (Tec)
dont vaches nourrices	10 750	20 340	31 090		
Ovins	27 132	80 997	108 129	94 940	hectolitres de lait
dont brebis-mères	20 400	60 900	81 300		
Caprins	14 617	32 984	47 601	59 880	hectolitres de lait
dont chèvres (femelles ayant mis bas)	10 990	24 800	35 790		
Porcins	40 036	23 990	64 026	4 720	Tec
dont truies de 50 kg et plus	3 300	1 980	5 280		
Volailles	46 000	124 000	170 000	12 720	Milliers d'œufs
Ruches	7 300	15 300	22 600	322	Tonnes de miel

tec : tonne équivalent carcasse

Source : Agreste - Statistique Agricole Annuelle - Données 2020 provisoires.

► 65. Nombre d'exploitations (valeur estimée)

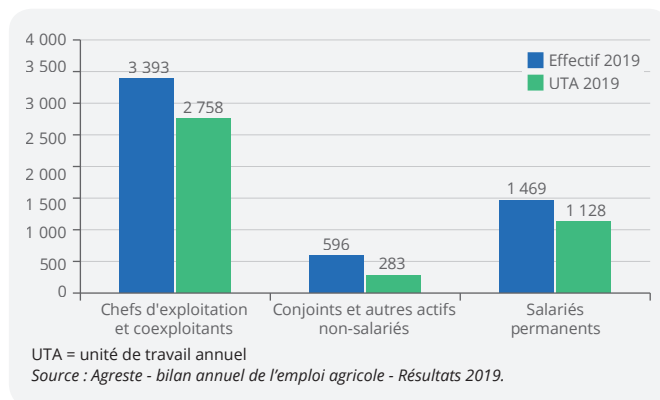


► 67. Utilisation du territoire agricole en 2020

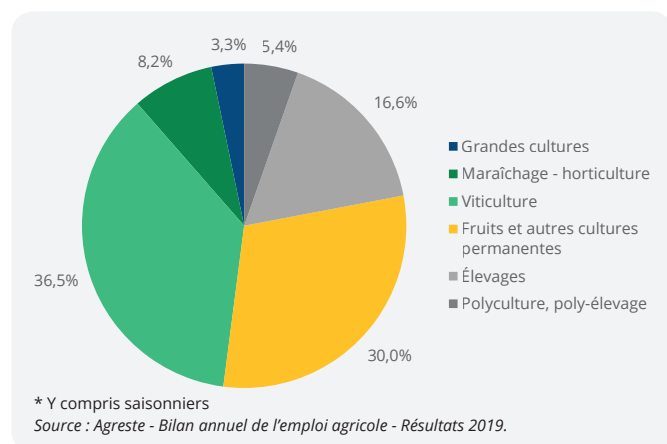
	Corse		Évolution 2018/2019 (%)	France %
	Surface en ha	%		
Terres arables	11 994	6,9	- 0,4	66,7
Céréales (y compris semences)	1 265	0,7	- 8,8	33,2
Oléagineux et protéagineux (y compris semences)	22	0,0	0,0	9,1
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	558	0,3	8,3	0,2
Légumes	475	0,3	0,0	0,8
Fourrages annuels	830	0,5	0,0	5,8
Prairies artificielles et temporaires	7 330	4,2	0,5	11,9
Autres	1 514	0,9	0,0	5,7
Cultures permanentes hors STH	13 825	8,0	- 0,3	3,8
Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies, noyeraies)	7 182	4,1	- 0,3	0,8
Vignes	6 643	3,8	- 0,4	3,0
Surfaces toujours en herbe des exploitations	147 565	85,1	- 3,9	29,5
Surface agricole utilisée (SAU) des exploitations	173 384	100	- 3,4	100

Source : Agreste - Statistique Agricole Annuelle. Données 2020 provisoires.

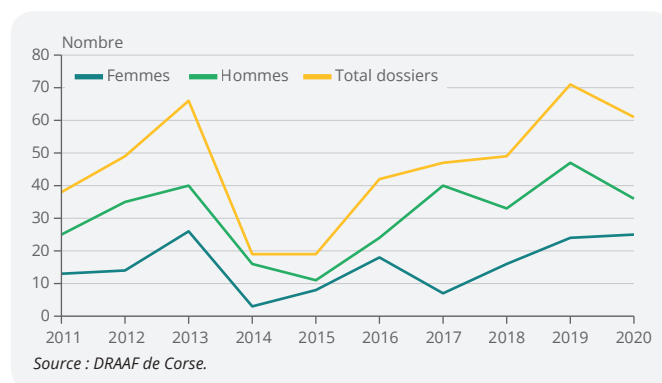
► 69. Main-d'œuvre agricole permanente 2019



► 70. Répartition par grands secteurs de l'ensemble des actifs agricoles* (en UTA) - 2019



► 71. Dossiers d'installation de jeunes agriculteurs (années de passage en CTOA)



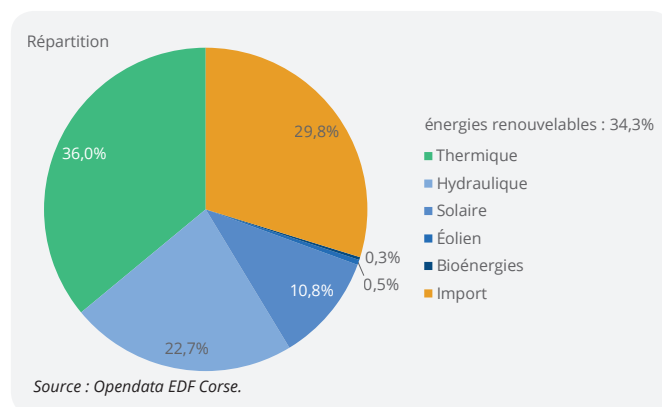
5.2 Énergie

► 72. Parc de production d'énergie électrique de la Corse - Moyens de production fin 2020

	MW
Moyens thermiques	
Centrale du Vazzio	369,3
Centrale de Lucciana	
Turbines à combustion Lucciana	
Interconnexions	
Câble Sardaigne-Corse (SARCO)	150,0
Câble Sardaigne-Corse-Italie (SACOI)	
Énergies renouvelables	
4 aménagements hydro-électriques :	194,0
Prunelli (Tolla, Ocana, Pont de la vanna)	
Golo (Castirla, Corscia, Sovenzia)	
Fium'Orbo (Sampolo)	
Rizzanese (Sainte Lucie de Tallan)	
Micro-centrales électriques	29,2
Trois parcs éoliens	18,0
Installations photovoltaïques	152,1
Installation de production électrique à partir de biogaz	2,3
Total puissance installée	914,9

Source : EDF Corse - Dreal.

► 73. Production électrique 2020 : 2 209 GW/h



5.3 Industrie

► 74. Établissements de l'industrie et effectifs salariés au 31 décembre 2018

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes
Ensemble (nombre)	924	3 304	1 092	3 260	2 016	6 564	264 926	3 114 765
Part (%) :								
Denrées alimentaires, produits à base de tabac	33,5	33,0	34,7	49,1	34,2	41,0	23,2	19,1
Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines	1,2	1,9	1,6	2,7	1,4	2,3	4,4	13,0
Matériels de transport	0,5	6,9	0,4	0,5	0,4	3,7	1,3	11,4
Extraction, énergie, eau, déchets	6,1	36,0	6,8	23,9	6,4	30,0	9,3	11,3
Autres produits industriels	58,7	22,1	56,6	23,7	57,5	22,9	61,8	45,1

Source : Insee, FLORES et base non salariés 2018 (champs marchand non agricole).

5.4 Services et Commerce

► 75. Établissements des services et du commerce et effectifs salariés au 31 décembre 2018

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes
Ensemble (nombre)	11 841	26 593	11 825	26 164	23 666	52 757	3 469 942	12 216 634
Part (%) :								
Commerce	23,6	32,2	23,8	35,2	23,7	33,7	22,4	26,9
Transport et entreposage	3,0	11,8	3,5	12,6	3,3	12,2	5,3	11,4
Hébergement et restauration	17,5	12,9	15,6	10,1	16,5	11,5	8,2	9,1
Information et communication	2,0	3,2	2,1	1,9	2,0	2,6	4,2	6,4
Activités financières et d'assurance	2,0	4,3	2,5	4,8	2,2	4,6	3,2	6,9
Activités immobilières	3,3	2,2	2,9	1,9	3,1	2,1	2,9	2,0
Soutien aux entreprises	19,9	16,2	18,8	15,0	19,3	15,6	22,3	22,4
Enseignement, santé, action sociale	18,4	12,8	19,7	14,8	19,1	13,8	21,1	11,1
Autres activités de service	10,3	4,3	11,2	3,5	10,8	3,9	10,4	3,6

Source : Insee, FLORES et base non salariés 2018 (champs marchand non agricole).

► 76. Établissements du commerce et effectifs salariés au 31 décembre 2018

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes
Ensemble (nombre)	2 403	8 550	2 314	9 215	4 717	17 765	619 541	3 290 725
Part (%) :								
Commerce de détail	84,1	68,7	86,8	64,6	85,4	66,6	80,9	57,3
dont : hypermarchés et supermarchés	1,6	24,3	1,4	21,1	1,5	22,6	2,1	18,9
Commerce de gros	9,6	19,3	6,8	24,9	8,2	22,2	11,3	30,7
Commerce et réparation auto/moto	6,3	12,0	6,4	10,5	6,4	11,3	7,8	12,1

Source : Insee, FLORES et base non salariés 2018 (champs marchand non agricole).

5.5 Construction et ventes de logements neufs

► 77. Établissements de la construction et effectifs salariés au 31 décembre 2018

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes
Ensemble	2 791	5 444	2 889	5 188	5 680	10 632	497 820	1 414 350
Part (%) :								
Promotion immobilière	1,6	1,3	1,5	1,1	1,6	1,2	1,2	2,0
Travaux publics	9,0	19,8	9,5	19,6	9,3	19,7	9,3	26,9
Gros œuvre	34,1	43,3	31,8	45,6	33,0	44,4	19,3	17,5
Second œuvre	55,2	35,6	57,1	33,7	56,2	34,6	70,2	53,6

Source : Insee, FLORES et base non salariés 2018 (champs marchand non agricole).

► 78. Logements autorisés 2020

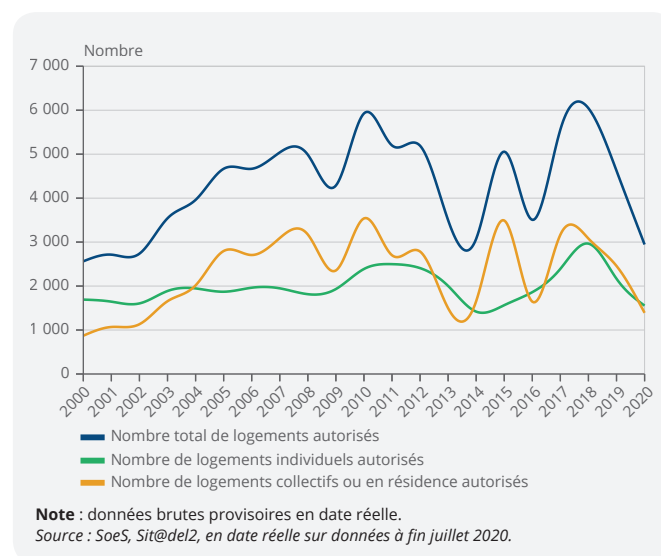
	Logements 2020	Évolution (%)	Évolution moyenne 2014-2019 (%)
Corse du sud	1 430	- 37,0	8,8
Haute Corse	1 514	- 35,7	8,3
Corse	2 944	- 36,3	8,5
France	370 304	- 14,1	4,6

Note : données brutes provisoires en date réelle estimée. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.

Champ : France métropolitaine

Source : SoeS, Sit@del2, en date réelle sur données à fin juillet 2020.

► 79. Évolution du nombre de logements autorisés selon le type en Corse



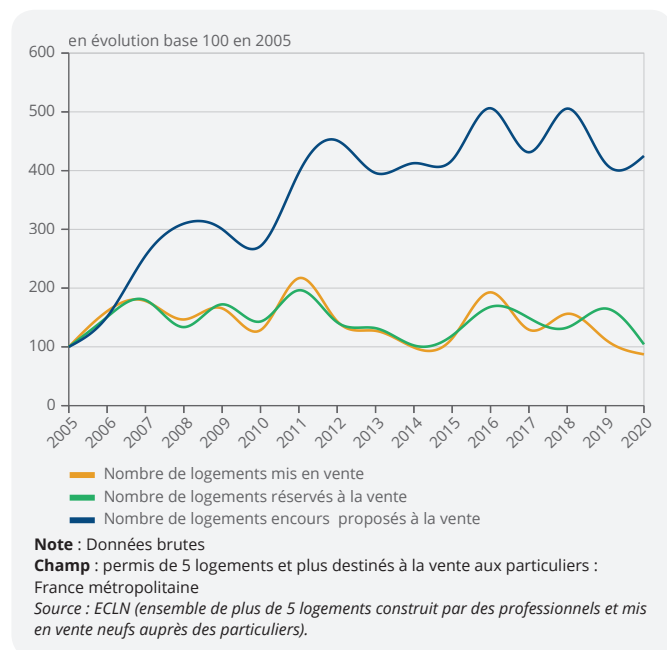
► 80. Ventes maisons et appartements neufs en 2020

	Corse			France		
	2020	Évolution 2019-2020	Évolution moyenne 2014-2020	2020	Évolution 2019-2020	Évolution moyenne 2014-2020
Maisons neuves						
nombre	63	- 13	3	7 033	- 20	- 0,4
prix moyen, euros	358 325	- 12	- 2	291 378	5	Ventes maisons et appartements neufs
Appartements neufs						
nombre	1 018	- 38	13	94 226	- 23	3,7
prix moyen m² euros	3 672	6	1	4 312	2	2,0

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers : France métropolitaine

Source : SoeS, enquête ECLN.

► 81. Évolution de la commercialisation des logements neufs en Corse



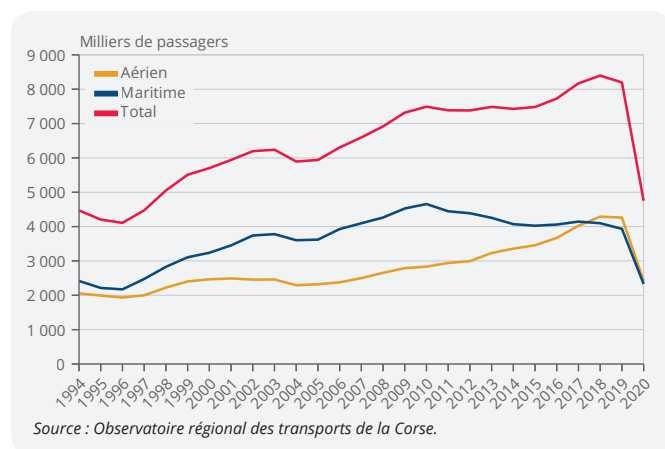
5.6 Transports

► 82. Répartition des passagers transportés selon le type de trafic en 2020

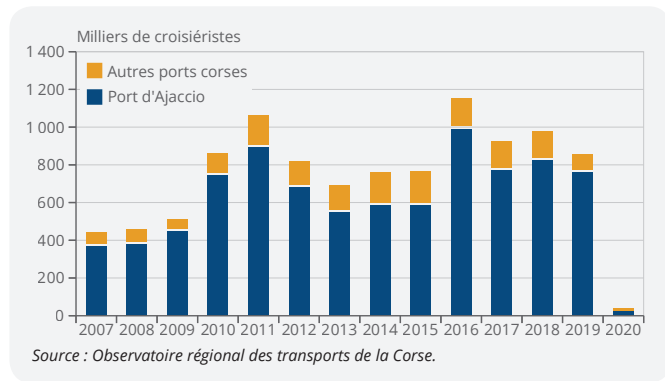
Passagers au départ et à l'arrivée	Ports	Aéroports	Total
Ajaccio	668 522	944 780	1 613 302
Bastia	1 151 261	816 042	1 967 303
Bonifacio	79 220	///	79 220
Calvi	1 691	186 245	187 936
Figari	///	477 300	477 300
L'île-Rousse	219 410	///	219 410
Porto-Vecchio	164 165	///	164 165
Propriano	44 809	///	44 809
Ensemble	2 329 078	2 424 367	4 753 445
Evolution 2019/2020	-51,4	-43,1	-47,5

Source : Observatoire régional des transports de la Corse (Dreal).

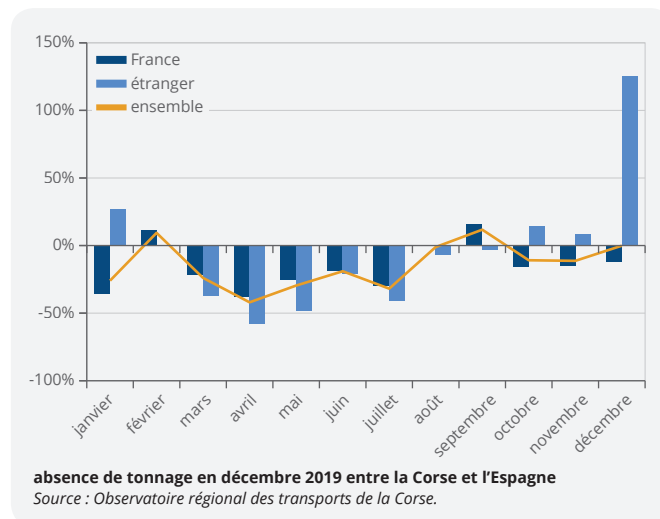
► 83. Évolution des trafics passagers annuels sur lignes régulières et charter au départ et à l'arrivée



► 84. Évolution des trafics croisières annuels par port au départ et à l'arrivée

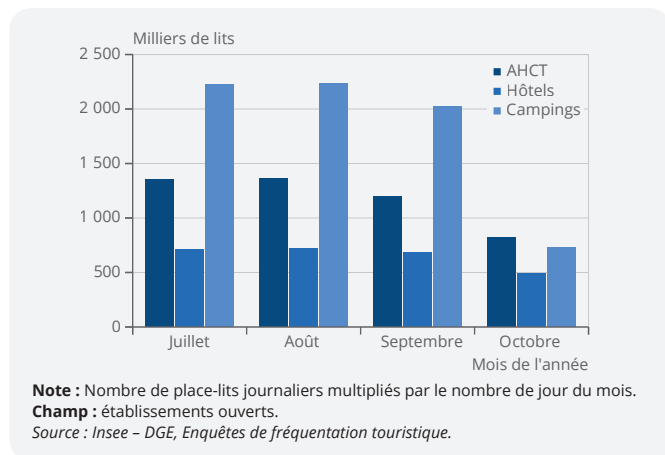


► 85. Évolution mensuelle du trafic maritime de marchandises français et étranger au cours de l'année 2020

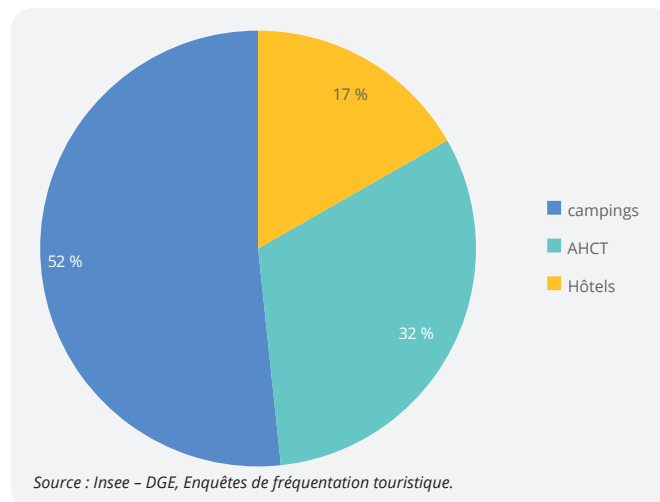


5.7 Tourisme

► 86. Capacités mensuelles en lits touristiques en Corse durant la saison 2020



► 87. Répartition des lits touristiques de l'offre marchande en Corse en août 2020

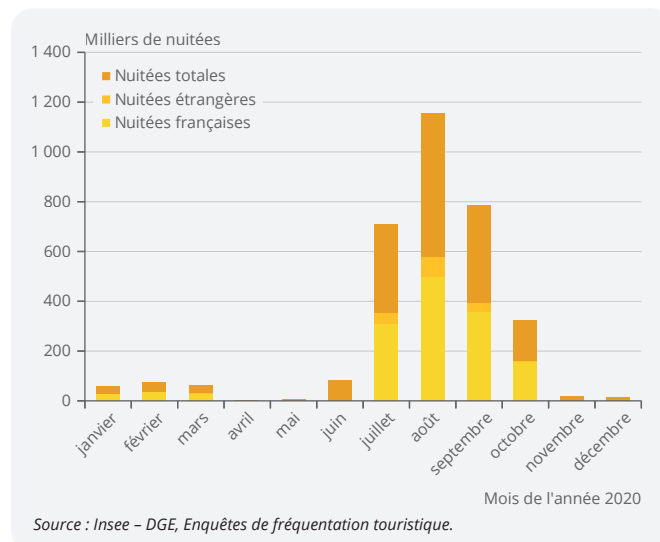


► 88. Fréquentation des hôtels de Corse en 2020

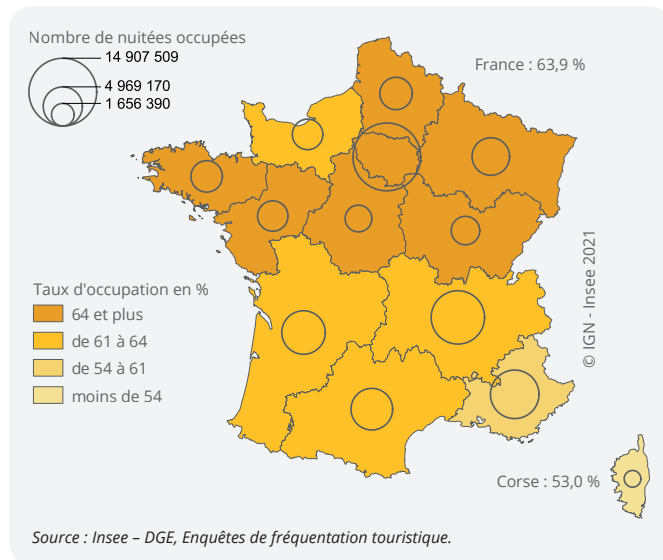
	Saison 2020	Année 2020
Ensemble des nuitées	1 487 725	1 704 426
Dont : 1 et 2 étoiles	193 512	
3 étoiles	815 613	
4 étoiles et plus	348 445	
Non classés	130 155	
dont : Nuitées françaises	1 320 256	
Nuitées étrangères	167 468	

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique.

► 89. Fréquentation des hôtels de Corse selon la clientèle en 2020 (enquête allégée d'avril à juin et pour novembre-décembre)



► 90. Fréquentation des hôtels en 2020 avec le nombre des nuitées occupées

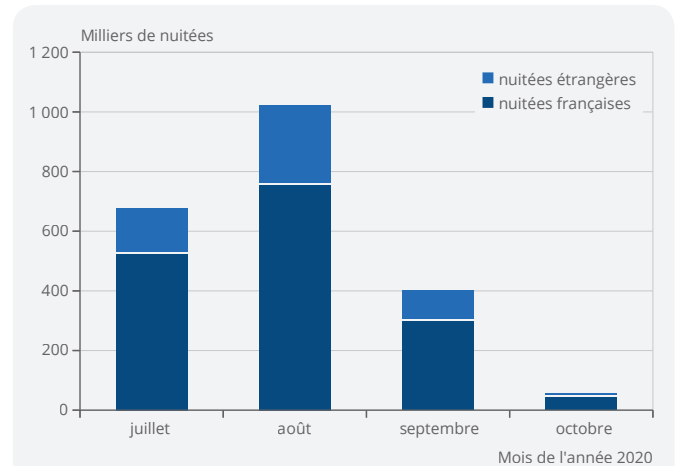


► 91. Fréquentation des campings de Corse pendant la saison 2020

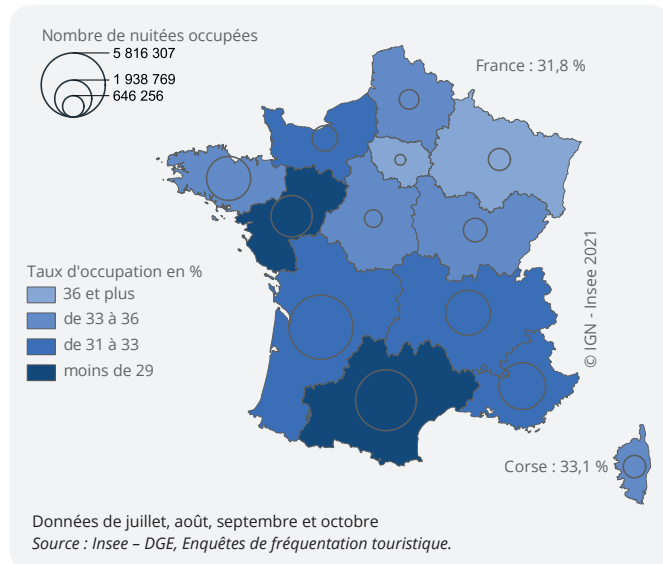
	Avril à septembre	Ensemble	dont emplacements nus	dont emplacement équipés
Ensemble des nuitées		2 155 986	1 099 758	1 056 228
dont :	1 et 2*	297 063	223 379	73 684
	3 - 4 - 5*	1 740 597	787 481	953 116
	Non classés	118 326	88 898	29 428
dont :	Nuitées Françaises	1 652 763	750 902	901 861
	Nuitées étrangères	503 224	348 857	154 366

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique.

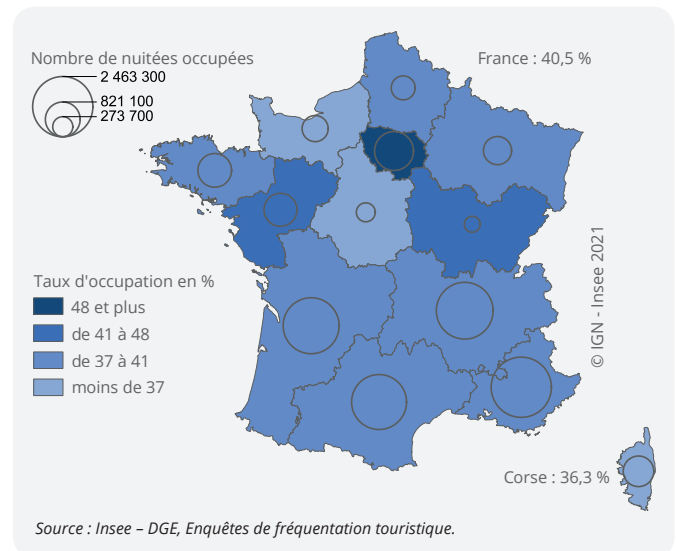
► 92. Fréquentation des campings de Corse selon la clientèle en 2020



► 93. Fréquentation des campings en 2020 avec le nombre des nuitées occupées



► 94. Fréquentation des AHCT en 2020 avec le nombre des nuitées occupées (avril à septembre)



Définitions

Environnement

Site Ramsar : l'objectif de la Convention de Ramsar (ratifiée en 1971 à Ramsar en Iran) est d'enrayer la tendance à la disparition des zones humides de favoriser leur conservation, ainsi que celle de leur flore et de leur faune et de promouvoir et favoriser leur utilisation rationnelle.

Zone Natura 2000 : le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats.

Sites d'intérêt communautaire (SIC) : site visant à maintenir ou à rétablir le bon état de conservation de certains habitats et espèces (animales et végétales), considérés comme menacés, vulnérables ou rares dans la ou les régions biogéographiques concernées.

Zone de protection spéciale (ZPS) : zones intégrées au réseau Natura 2000 et identifiées pour assurer la conservation des espèces d'oiseaux menacés.

Population

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Taux de mortalité : rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

La méthode de recensement : depuis 2004, la nouvelle méthode de recensement substitue au comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans une technique d'enquêtes annuelles. Elle distingue les communes de moins de 10 000 habitants d'une part, recensées une fois tous les 5 ans par roulement, et les communes de plus de 10 000 habitants d'autre part, pour lesquelles un échantillon d'adresses regroupant environ 8 % de la population est recensé chaque année.

Ménage : ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Famille : partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).

Famille monoparentale : comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Catégories socioprofessionnelles : la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dite PCS classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).

Immigré (descendant d') : personne née en France et ayant au moins un parent immigré.

Logements

Résidence principale : logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

Résidence secondaire : logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

Logement occasionnel : logement ou pièce indépendante utilisée occasionnellement pour des raisons professionnelles.

Logement vacant : un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

Logements secteur social : les logements du secteur social sont :

- les logements appartenant à des organismes HLM (Habitation à loyer modéré) ou à d'autres bailleurs de logements sociaux (par exemple, logements détenus par les sociétés immobilières d'économie mixte - SEM) et qui sont soumis à la législation HLM pour la fixation de leur loyer ;
- les logements en dehors du champ des organismes de HLM mais pratiquant un loyer HLM.

Éducation - Formation

L'apprentissage : a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Santé

Soins de suite et réadaptation : l'activité de Soins, de Suite et de réadaptation (SSR) a pour objet de prévenir et/ou de réduire les conséquences fonctionnelles, physiques,

psychologiques et/ou sociales des déficiences et des limitations de capacité des patients et de promouvoir leur réadaptation et leur réinsertion.

Emploi

Population active : regroupe la population ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent.

Taux d'activité : rapport entre la population active et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'activité d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Taux d'emploi : rapport entre la population active ayant un emploi et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'emploi d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Estimations d'emploi localisées (Estel) : le champ couvert est l'emploi total salarié et non salarié au 31 décembre, répertorié BIT, et mesuré au lieu de travail et lieu de résidence, avec prise en compte de la multi-activité. C'est une synthèse de sources : DADS, fichiers de paye des agents de l'État, particuliers employeurs et fichiers MSA et Acoess.

Chômeur au sens du BIT (Bureau international du travail) : personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs (au sens du BIT) à la population active totale.

Correction des variations saisonnières (CVS) : technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales.

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : comptabilisent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de

78 heures ou moins au cours du mois) ;
catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Les demandes d'emploi enregistrées (DEE) : demandes nouvelles enregistrées par Pôle emploi au cours du mois.

Les demandes d'emploi sorties (DES) : demandes sorties des fichiers du Pôle emploi au cours du mois.

Revenus

FiLoSoFi : fichier localisé social et fiscal (Dispositif), mis en œuvre afin de disposer d'indicateurs de niveau de vie, d'inégalité et de pauvreté à un niveau local infra-départemental.

Taux de pauvreté : part des personnes ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil est fixé à 60 % du niveau de vie médian en métropole. Il est estimé à 1 000 euros mensuels en 2013.

Revenu disponible : revenus d'activité (nets des cotisations sociales), revenus du patrimoine, transferts en provenance d'autres ménages et prestations sociales (y compris pensions de retraite et indemnités de chômage), nets des impôts directs.

Niveau de vie : revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

Niveau de vie médian : partage les ménages en 2 groupes : la moitié a un revenu supérieur, l'autre moitié un revenu inférieur.

Unité de consommation (UC) : le 1er adulte du ménage compte pour 1 UC, les autres personnes de plus de 14 ans pour 0,5 UC, les enfants pour 0,3 UC.

Prestations sociales : aides versées par la Caisse d'Allocations Familiales en fonction de la situation de famille et sous certaines conditions dans différents domaines : Allocation aux adultes handicapés (AAH), Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS).

Revenu de solidarité active (RSA) : allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti.

CMU complémentaire (CMU-C) : permet de fournir une couverture complémentaire gratuite à toute personne résidant en France de manière stable et régulière, sous condition de ressources fixée par décret.

Économie générale

Valeur ajoutée brute : différence entre la valeur des biens et services produits et celle des biens et services utilisés pour la production (consommations intermédiaires).

Produit intérieur brut (PIB) : somme des valeurs ajoutées brutes augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques) moins les subventions sur les produits. Le PIB correspond à la valeur des biens et services produits sur le territoire économique

et disponibles pour les emplois finaux (consommation, stockage, investissement et exportation).

PIB en valeur : le PIB est dit "en valeur" ou "nominal" si ses différentes composantes sont évaluées aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants).

PIB en volume : le PIB est dit "en volume" ou "réel" si les montants qui le constituent ont été évalués aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants corrigés de la hausse des prix).

PIB par emploi : le PIB en volume par emploi est une approximation de la productivité apparente du travail par tête.

PIB par habitant : le **produit intérieur brut par habitant**, ou **par tête** (PIB par habitant ou par tête) est un indicateur du niveau d'activité économique. C'est la valeur du PIB divisée par le nombre d'habitants d'un pays.

Entreprises – Établissements

Entreprise : unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Établissement : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Création d'entreprise : correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette nouvelle notion de création d'entreprise inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation remonte à plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise quand deux caractéristiques du siège de l'entreprise sur trois parmi l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité et la localisation sont modifiées lors de la reprise.

Défaillance d'entreprise : une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. La procédure judiciaire peut avoir différentes issues : liquidation de l'entreprise, poursuite de l'activité suite à un plan de continuation, reprise de l'activité suite à un plan de cession.

Il ne faut pas confondre cette notion avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

Régime du micro-entrepreneur : nouvelle dénomination pour celui de l'auto-entrepreneur depuis décembre 2014. Ce régime s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle. Ses formalités sont allégées. Le micro-entrepreneur bénéficie : du régime micro-social ; d'un régime micro-fiscal ; d'une exonération temporaire de la cotisation foncière des entreprises ; d'une exonération ou d'une franchise de TVA. Il est tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM). L'immatriculation est gratuite.

FLORES (Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) : il constitue une mise en forme du fichier annuel « Tous salariés ». FLORES couvre les établissements employeurs. Un établissement est inclus dans le fichier s'il a eu au moins un salarié pendant l'année N ou N-1. Les établissements de la défense sont exclus (salariés civils et militaires). Les particuliers employeurs sont inclus.

Entreprise artisanale : qui exerce, sous la direction d'une personne ayant la qualification requise d'artisan ou de maître artisan, en n'employant en principe pas plus de dix salariés, une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat ; immatriculée au répertoire des métiers.

Agriculture

Exploitation agricole : unité économique qui participe à la production agricole et qui répond aux critères suivants :

- une activité agricole soit de production, soit de maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales.
- une dimension minimale en surface (1 hectare de surface agricole utilisée, 20 ares de cultures spécialisées) ou un seuil minimal de production (1 vache ou 6 brebis mères...)
- une gestion courante et indépendante de toute autre unité.

Enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA) : enquête permettant de suivre l'évolution structurelle des exploitations agricoles entre deux recensements. Elle est réalisée par sondage auprès d'un échantillon représentatif d'exploitations, contrairement aux recensements agricoles qui sont réalisés de façon exhaustive. L'application de coefficients aux valeurs obtenues permet d'obtenir une estimation de la valeur de chaque donnée pour l'ensemble des exploitations agricoles.

Statistique agricole annuelle (SAA) : opération statistique réalisée par les services statistiques du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt selon des règles définies au niveau européen. Les données recueillies sont relatives aux statistiques d'utilisation des terres et de production agricole (superficies, rendements, effectifs animaux...). Elles s'intéressent à une année complète de production (année civile ou campagne de production).

Surface agricole utilisée (SAU) et surfaces toujours en herbe (STH) : elle comprend les terres arables (grandes cultures, cultures maraîchères, prairies artificielles...), les surfaces toujours en herbe (prairies naturelles, alpages, landes et parcours...) et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

Production brute standard (PBS) : la PBS exprime le potentiel économique d'une exploitation. Elle correspond à un volume annuel des productions d'une exploitation valorisées à un prix moyen calculé sur une période de référence de 5 ans. Elle permet de classer les exploitations selon leur dimension économique en « **petites, moyennes et grandes exploitations** ». Les petites exploitations ont une PBS inférieure à 25 000 €, les grandes une PBS supérieure ou égale à 100 000 €. Elle permet également

de déterminer leur orientation technico-économique (OTEX) en fonction de la part relative de chacune des productions dans la formation de la PBS totale. Une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse deux tiers du total.

Unité de travail annuel (UTA) : unité de mesure de la quantité de travail fournie sur une exploitation par l'ensemble des actifs en équivalent temps plein. Une UTA correspond à 225 jours de travail dans l'année. La conversion du nombre d'actifs en UTA permet de prendre en compte le travail à temps partiel et le travail réalisé par les salariés saisonniers et en prestation de service.

Industries – Énergie - Construction

Énergies renouvelables : énergie d'origine solaire, éolienne, hydraulique, géothermique, ainsi que le bois de chauffage, les résidus de récolte, les biogaz, les biocarburants, les déchets urbains ou industriels et les pompes à chaleur.

Logement autorisé : un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement collectif : logement dans un immeuble collectif (appartement).

Logement individuel : construction qui ne comprend qu'un logement (maison).

Logement en résidence : logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques.

Transport

Transport de marchandises : le transport de marchandises comprend tout mouvement de marchandises à bord d'un mode de transport quel qu'il soit : ferroviaire, routier, fluvial, maritime, aérien, etc. Il se mesure en tonnes-kilomètres ou, sur un trajet donné, en tonnes.

Transport aérien : le transport aérien désigne l'activité de transport de passagers ou de fret effectuée par la voie des airs, ainsi que le secteur économique regroupant les activités principales ou annexes concernant ce mode de transport.

Transport maritime : le transport maritime consiste à déplacer des marchandises ou des hommes pour l'essentiel par voie maritime.

Tonnage : quantité de marchandises exprimée en tonnes.

Tourisme

Touriste : visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé, pour un motif professionnel ou privé.

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement d'hébergement.

Autres Hébergements Collectifs de Tourisme (AHCT) : auberges de jeunesse, centres internationaux de séjour, centres sportifs, résidences de tourisme, résidences hôtelières de chaîne, village vacances, maisons familiales.

Places-lits ou lits touristiques : capacité d'accueil des hébergements exprimée en lits. Selon la direction du Tourisme, la méthode de calcul utilisée (hors capacité réelle déclarée) est la suivante :

- nombre de lits en hôtels ou en chambres d'hôtes : nombre de chambres **x 2** ;
- nombre de lits en campings : nombre d'emplacements nus **x 3** ; nombre d'emplacements équipés **x 4** ;
- nombre de lits en meublés : nombre d'unités d'hébergements **x 4**.

La Corse en bref

Édition 2021

Insee Dossier

n° 17

Décembre 2021

La Corse en bref vise à favoriser la connaissance de l'environnement socio-économique de notre région. Elle s'adresse aussi bien aux institutionnels qu'à un public plus large, soucieux de mieux comprendre la Corse. Afin d'appréhender les spécificités de l'île et de situer la Corse dans le contexte national, l'édition 2021 offre un panorama le plus complet possible des thématiques à l'échelle régionale. Celles relatives à la population, le marché du travail, les revenus, l'économie générale, les entreprises, les transports et la fréquentation touristique demeurent au cœur du dossier. Elles sont complétées de données qui portent sur le territoire, l'environnement, le logement, l'enseignement et la santé, la formation professionnelle ainsi que des informations concernant l'agriculture, l'énergie, l'industrie, le commerce, les services et la construction.

Retrouvez l'ouvrage ainsi que les données sur
[insee.fr](https://www.insee.fr)



ISSN 2429-8743 (en ligne)
ISSN 2498-0056 (imprimé)
REF. Insee Dossier n° 17
Décembre 2021